

Entreprendre

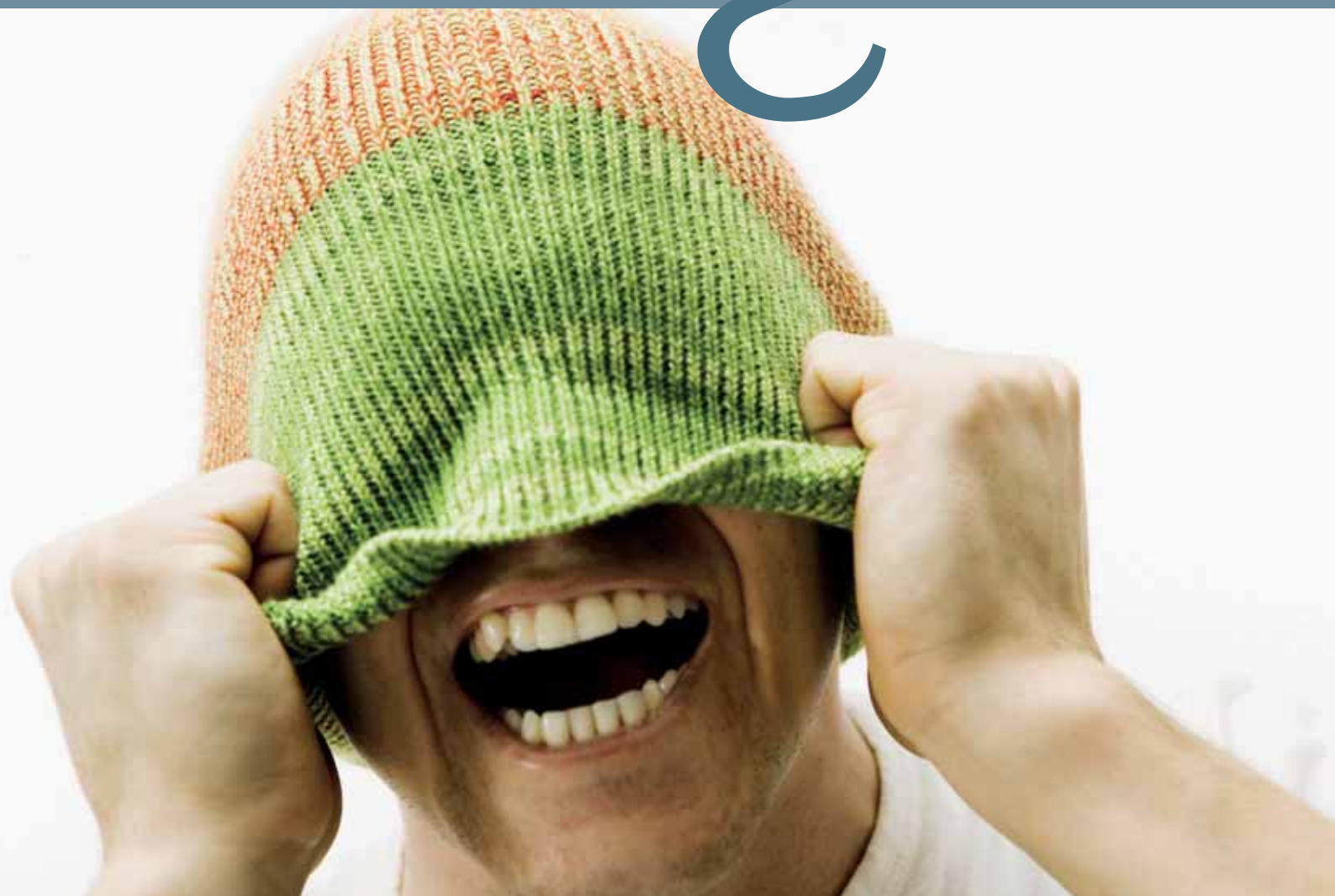
Magazine de Beci

Brussels Enterprises Commerce & Industry

BUSINESS ROUTE 2018
FOR METROPOLITAN BRUSSELS

**Bruxelles,
pôle d'attraction international
des talents et des entreprises**

Sérieux &



Stabilité et dynamisme, autonomie et esprit d'équipe, enthousiasme et sérénité... Partena est une organisation tout en contrastes.
Envie de travailler avec nous ? **www.inspiringjobs.be**

Inspirez-vous de nos contrastes





Emmanuel van Innis,
Président de Beci

BUSINESS ROUTE 2018
FOR METROPOLITAN BRUSSELS

«BMR», le cercle vertueux

Vous trouverez dans les pages qui suivent, le fruit d'une réflexion stratégique entamée voici bientôt un an et demi, par les trois organisations patronales régionales et la FEB, qui ont décidé d'exprimer leur vision commune des conditions de développement de Bruxelles et de son hinterland, « zone métropolitaine » constituant un puissant levier de prospérité pour le pays et l'ensemble de ses entités fédérées.

Cette collaboration des organisations patronales, qui a mobilisé plus de cent cinquante chefs d'entreprises répartis en dix groupes de travail thématiques, a conduit à l'élaboration d'un ambitieux plan d'action de dix ans, reposant sur l'identification d'activités à haut potentiel de croissance.

Cette analyse « sectorielle » des conditions de croissance de la « Brussels Metropolitan Region » constitue une primeur. Elle s'est appuyée sur une étude originale de benchmarking international de Bruxelles, à l'échelle de son hinterland, avec quatorze autres régions urbaines d'Europe. L'étude préparatoire et le plan stratégique transcendent bien entendu le contexte institutionnel de Bruxelles. L'objectif que se sont assignées les quatre organisations patronales est d'exprimer une vision globale et concertée de l'avenir de Bruxelles et de son hinterland, qu'elles ont décidé d'identifier comme la « Brussels Metropolitan Region », plus prosaïquement « BMR ».

*L'ambition est de relancer
l'épanouissement
économique et social de
la BMR et de valoriser les
atouts de Bruxelles comme
pôle de développement
international, au bénéfice
du pays et de ses régions.*

L'ambition est de relancer l'épanouissement économique et social de BMR et de valoriser les atouts de Bruxelles comme pôle de développement international, au bénéfice du pays et de ses régions. Ce projet de 10 ans se veut le dépositaire d'une vision du monde des entreprises, centrée sur le climat entrepreneurial et la création d'emploi.

Il préconise la réalisation d'initiatives et d'actions prioritaires concrètes, et définit les conditions transversales de leur succès, en matière de mobilité, d'infrastructures et de développement durable. Il entend inciter à l'égard de ce projet, une large assise sociétale.

Le « Business route 2018 for BMR » se veut visionnaire et ambitieux, et tous ceux qui ont contribué à son élaboration en tirent un légitime sentiment de satisfaction.

De détermination aussi, puisque les mois et années qui suivront donneront la mesure des efforts à déployer pour sa réalisation. Par cette initiative commune, les organisations patronales du pays prennent leurs responsabilités et montrent la voie de la cohérence. Pour que 2008 soit le départ d'un « cercle vertueux » qui permette enfin à BMR de s'affirmer comme le puissant levier de développement d'une zone centrale d'Europe, suscitant l'adhésion en raison de la prospérité qu'elle dispense, plutôt que la curiosité amusée ou non, par ses « frasques » institutionnelles.



BRUSSELS ENTERPRISES COMMERCE & INDUSTRY

- 3** **Editio**
- 8** **Enjeux**
 - Que fait le Centre de connaissance de Beci ?
 - Deux ans pour un permis, est-ce bien raisonnable ?
- 18** **Espace membres**
- 26** **Europe**
Financez votre business grâce à l'Europe !
- 27** **International**
Développez l'intelligence économique dans votre entreprise
- 30** **Séminaire**
Travail et dépression, quelles actions ?
- 36** **Album Beci Night 2008**
- 40** **Beci et ACTIRIS aident les demandeurs d'emploi à trouver un stage**
- 67** **Bloc-notes**
- 68** **Demandes d'admission – Index publicitaire**

L'ENTREPRISE AU QUOTIDIEN

- 16** **Initiative**
Business Angels
- 29** **Boîte à outils**
- 39** **Repères**
- 41** **BizzBox News**
- 58** **Petites annonces**

DOSSIER

Bruxelles – Business Route 2018

- 43** Le plan d'action pour Bruxelles métropole est sur les rails !
- 48** Fer de lance 1 – Bruxelles, votre ticket pour l'Europe
- 50** Fer de lance 2 – Mettre en évidence les atouts de Bruxelles dans l'économie mondiale
- 55** Fer de lance 3 – Promouvoir Bruxelles comme ville bouillonnante
- 58** Des fondations solides

Partenaires structurels de Beci



Entreprendre

Entreprendre est le mensuel de Beci (Chambre de Commerce & Union des Entreprises de Bruxelles)

Avenue Louise 500 • 1050 Bruxelles
T +32 2 648 50 02 • F +32 2 640 93 28
www.beci.be

➤ **Editeur responsable**
Olivier Willocx ow@beci.be

➤ **Rédaction**
Responsable : Karima Amrous
directrice de la Communication ka@beci.be
Secrétaire de rédaction :
Stéphanie Brisson sb@beci.be

Collaborateurs : Patrick Anspach • Guy Bernard • Jean Blavier • Thandiwe Cattier • Vincent Delannoy • Arnaud Dellicour • Olivier Duquesne • Olivier Kahn • Hélène Legrand • Jacqueline Remits • Luc Rivet • Harold Schuiten • Carline Taymans

➤ **Production & Abonnements**
Administration : Didier Amandt da@beci.be
Design : Megalunatriumviraat
Graphisme – Impression : DB Print
Traduction : Data Translations/ETC Brussels
Photo de couverture : Bryan Reinhart - Isopix
ISSN 0770 - 2264

Tous droits réservés – Reproductions interdites sans autorisation écrite de l'éditeur

Abonnements
Prix : 80 € pour 10 numéros + Who's who Beci.
Infos : da@beci.be • T 02 643 78 34

PUBLICITÉ

Entreprendre/Dynamiek est lu chaque mois par plus de 21.000 décideurs.
Tirage moyen par numéro : 13.130 ex.
(Actuellement : 13.600 ex.)

Infos et réservations :
Geneviève N. Juste • T 02 537 60 31
F 02 534 86 22 • genevieve.n@skynet.be
Véronique Legein • T 02 763 18 19
F 02 772 54 22 • vl@beci.be

NOS PROCHAINS DOSSIERS

Entreprendre – Dynamiek

JANVIER 2009

• Véhicules utilitaires/Stock & Archivage

Date limite pour vos réservations : **le 15 décembre 2008**

FÉVRIER 2009

• Immobilier & Bâtiment/Assurances

Date limite pour vos réservations : **le 15 janvier 2009**



Beci =  Chambre de Commerce & Union des Entreprises de Bruxelles
Kamer van Koophandel & Verbond van Ondernemingen te Brussel



Employee Life & Comfort **La meilleure façon de récompenser** **les éléments-clés de votre entreprise**

Pour motiver un collaborateur salarié essentiel au succès de votre entreprise, AXA Entreprises a conçu la récompense idéale: Employee Life & Comfort. Cette formule a l'avantage de rapporter à son bénéficiaire jusqu'à deux fois plus qu'une gratification exceptionnelle. Mieux encore, elle lui donne le choix de protéger son avenir en se constituant une pension complémentaire ou de construire le présent en finançant, au moyen d'une avance sur police, un projet immobilier privé.

Pour votre entreprise aussi, Employee Life & Comfort est 'la' solution: sans vous coûter plus, elle permet de récompenser plus généreusement vos éléments-clés. C'est donc un excellent outil de rétention qui vous offre, en plus, la souplesse d'un plan individualisé.

Vous avez quelques instants pour parler des nombreux avantages d'Employee Life & Comfort? Contactez votre courtier ou appelez AXA au 02/622.71.98.



Les participants à l'Assemblée générale tout sourire devant l'immeuble de Beci

Assemblée générale Beci 2008

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BECI- CHAMBRE DE COMMERCE DE BRUXELLES POUR L'EXERCICE 2008-2009

Nomination par l'assemblée générale du 2 octobre 2008.

Adrienne Axler	Jacques Indekeu
Laurence Battaille	Sophie Leclercq
Alain Berlinblau	Philippe Lhomme
Philippe Biart	Michel Lion
Jean Paul Bissen	Jean-Luc Louis
Guy Bolly	Karel Lowette
Luc Bontemps	Louis-Philippe Orban
Patrick Bontinck	Vincent Querton
Patrick Brauns	Alain Radelet
Liliane Claisse-Knops	Baudouin Ruquois
Alexandre Cleven	Christian Sanders
Jean-Paul Courtois	François Schwennicke
Xavier Damster	Rocco Spagnolo
Jean-Claude Daoust	Geert Streulens
Théo De Beir	Serge Stroinovskiy
Michel De Bièvre	Pierre Thonon
Guy De Lassasie	Judith Van Geluwe
Johan De Swaef	Emmanuel van Innis
Jean-Claude Delen	Jean-Claude Vandenbosch
Jean-Jacques Delens	Guido Visser
Luc Delfosse	Herman Vyverman
Richard Fielz	Thierry Willemarck
Evelyn Gessler	Olivier Willocx
Baudouin Gillis	Jose Zurstrassen
Isabelle Hamburger	Diane Zygas

Président Beci
Emmanuel Van Innis

Vice-présidents
Alexandre Cleven – Jean-Claude Daoust – Karel Lowette

Administrateur délégué
Olivier Willocx

Administrateur directeur général
Pierre Thonon

Secrétaire général
Joëlle Evenepoel

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BECI- UNION DES ENTREPRISES POUR L'EXERCICE 2008-2009

Nomination par l'assemblée générale du 2 octobre 2008

Guy-Marc Baude	Philippe Lacroix
Philippe Biart	Jean Lampe
Guy Bolly	Paul Lenaerts
Brigitte Boone	Laurent Levaux
Yves Bosteels	André Loumaye
Stephan Broeckx	Karel Lowette
Bernard Broze	Didier Malherbe
Alexandre Cleven	Dominique Michel
Bernard Cols	Philip Neyt
Michel Croisé	Olivier Nifle
Jean-Claude Daoust	Walter Peeraer
Anya De Bie	Remo Pellichero
Michel De Bièvre	Gaëtan Piret
Jean-Antoine De Muylder	Jean-Luc Quoistiaux
Jean-Jacques Delens	Alain Radelet
François Desclée	Pierre Roba
de Maredsous	Paul Soete
Claude Deseille	Eugene Teysen
Alain Devos	Pierre Thonon
Etienne Dewulf	Joris Tiebout
Christian Franzen	Geert Uytterschaut
Evelyn Gessler	Johan Van den Driessche
Luc Geuten	Emmanuel van Innis
Philippe Gillion	Thierry van Kan
Baudouin Gillis	Henri-Jacques van Tichelen
Michel Govaerts	Raymond Vaxelaire
Paul Hatry	Francis Verheughe
Luc Hujoel	Jean-Mary Vivier
Yvan Huyghebaert	Herman Vyverman
Olivier Joris	Patrick Waterkeyn
Véronique Joseph	Patrick Wielemans
Marc Josz	Thierry Willemarck
Guy Jourquin	Olivier Willocx
Pierre Konings	Diane Zygas

Administrateur délégué honoraire
Christian Franzen

Past-présidents honoraires
Claude Deseille – Raymond Vaxelaire – Francis Verheughe

1^{er} Vice-président honoraire
Yvan Huyghebaert

Administrateur honoraire
Paul Hatry



Faites bonne impression dès le premier regard

Vos clients ont besoin de vos connaissances et de votre expérience pour diriger leur entreprise. Grâce à la technologie innovatrice Touchscreen Samsung, ils maîtrisent l'information du bout des doigts, n'importe où, n'importe quand. Vous leur offrez ainsi les instruments de la réussite et démontrez en même temps votre professionnalisme.

Pour plus d'informations, surfez sur www.samsung.com/lfd
ou contactez-nous par e-mail adressé à lfd@samsung.be.

www.samsung.com/lfd



◀ **LOBBY**

Que fait le Centre de connaissance de Beci ?

« Thank God we have Brussels », écrivait la sociologue anversoise Nadia Fadil dans le journal KVS. Cela aurait pu être le slogan du Centre de connaissance de Beci. Il se passe tant de choses dans cette ville passionnante que développer ce Centre de connaissance était, pour l'organisation patronale, un projet nécessaire.

Beci possède un Centre de connaissance depuis mai 2007. Il se donne pour ambition de rassembler et d'analyser toutes les études réalisées jusqu'ici à propos de la ville. Le Centre de connaissance veut défendre les intérêts des entreprises de manière rigoureuse et scientifiquement étayée.

Les thèmes essentiels de recherche sont l'emploi, l'enseignement, la mobilité, l'économie et l'urbanisme. Le Centre de connaissance participe également à des études avec des partenaires externes. Il produit des chiffres-clés et des informations fondamentales et propose de nouvelles pistes de réflexion. En même temps, le Centre de connaissance a réussi à répondre à certaines aspirations des membres de Beci, en défendant des dossiers spécifiques et en obtenant une plus grande visibilité dans la presse.

Objectif enseignement

L'objectif du Centre n'est en effet pas d'accumuler sans fin les études et les chiffres mais de les utiliser activement dans le travail de lobbying afin d'améliorer la santé économique, sociale et institutionnelle de la région bruxelloise. Ces derniers mois, le Centre de connaissance a ainsi mis la mobilité à l'ordre du jour et a tiré la sonnette d'alarme quant à la qua-



◀ Promouvoir la mobilité alternative

lité de l'enseignement à Bruxelles. Il s'agissait d'une nouveauté pour Beci, l'enseignement n'étant traditionnellement pas le fer de lance des entreprises. Mais avec 90.000 demandeurs d'emploi bruxellois, l'enseignement est devenu une priorité absolue. L'enseignement est un levier social qui doit également profiter de manière durable au monde des entreprises. Dans le contexte de la « guerre des talents » internationale, le monde des entreprises souhaite que les écoles forment un maximum de jeunes talents, bilingues, multiculturels et dotés de l'esprit d'entreprise.

Mobilité et emploi

Le plus passionnant dans ce travail est incontestablement la continuité entre les nombreux dossiers. Le niveau d'emploi a augmenté l'an dernier, et de plus en plus de jeunes ont trouvé un emploi. Cela ne peut cacher le fait que le chômage reste extrêmement élevé dans de nombreux quartiers : une grande partie des demandeurs d'emploi bruxellois peu qualifiés ne réussiront pas à trouver du boulot à Bruxelles même. Cela nous ramène de nouveau au débat sur la mobilité, dans le cadre duquel Beci exige que l'on réfléchisse aux frontières régionales. La concertation est une nécessité absolue. L'emploi, les transports en commun, la concertation interrégionale, il faut une

approche globale si l'on veut se faire une idée plus précise des défis et des points faibles de la région bruxelloise. Il faut développer une vision de l'ensemble de la zone métropolitaine. C'est aussi le point de départ de « Business Route 2018 for Metropolitan Brussels », le plan fort des quatre grandes organisations patronales pour le développement de l'économie par-delà les frontières régionales.

C'est aussi dans ce cadre que le Centre de connaissance est impliqué dans l'analyse du rôle et du potentiel du Port de Bruxelles. L'analyse s'inscrit dans le cadre d'une logistique belge



Faites une bonne affaire sur les utilitaires Volkswagen.

En tant qu'indépendant, vous êtes déjà assez occupé comme ça. Du coup, on ne va pas vous faire venir chez Volkswagen pour rien. Nous vous proposons notre gamme de véhicules utilitaires pour presque rien, et c'est quelque chose. Deuxième bonne nouvelle, ces véhicules sont de stock, disponibles immédiatement pour la plupart. Alors, qu'attendez-vous pour faire une bonne affaire ?

Caddy Van Startline à 10.490 € HTVA

Transporter Startline à 14.340 €* HTVA

Crafter Startline à 17.100 € HTVA



**Commercial
Vehicles**

Nous faisons tous les métiers.

Prix HTVA valables jusqu'au 01/12/08 et réservés aux professionnels assujettis à la T.V.A. * "Chèque de reprise" de 500 € déjà déduit. Informations environnementales (AR 19/03/2004) : www.volkswagen.be



plus large et d'un réseau intermodal, et est réalisée par HUB Brussel.

Dossiers en vrac

Ces derniers mois, trois stagiaires ont travaillé plein temps pour le Centre de connaissance. De ce travail commun sont sortis un mode d'emploi pour la mise en œuvre d'une politique du vélo en entreprise, avec des « best practices », une réglementation et d'autres informations clés. Le mode d'emploi sert de préparation à l'année de la mobilité et au projet « Bike to Work » qui sera lancé au printemps 2009. Nous avons mené une courte étude sur le transport intermodal et sur l'emploi dans le Port de Bruxelles. Nous avons examiné les plans climatiques parisiens et londoniens et nous nous sommes penchés sur les idées applicables à Bruxelles. Nous avons calculé la quantité d'énergie alternative nécessaire pour approvisionner Bruxelles : il en a découlé que si nous n'économisons pas tous ensemble de l'énergie de manière radicale, nous ne pourrions jamais réaliser la sortie progressive de l'énergie nucléaire. Nous avons également examiné les retards qu'encouraient les projets de construction à la suite de la délivrance tardive des permis de bâtir et nous avons constitué un dossier volumineux sur les problèmes de l'enseignement à Bruxelles.

En cours

Le Centre de connaissance de Beci travaille de manière intensive avec la société civile et souhaite à cet égard que Bruxelles apparaisse davantage sur la carte politique du pays. Nous avons formulé des propositions et des pistes de réflexion pour l'amélioration du rôle de la capitale internationale, les réformes de l'Etat, une meilleure efficacité et un plus grand dynamisme des pouvoirs publics bruxellois. Ce travail bénéficie du soutien d'un comité scientifique, composé de nombreux chercheurs de la VUB, de l'ULB, de Saint-Louis et de « Brussels Studies ».

Enfin, nous occupons différents mandats dans le Conseil économique et social, dans la Communauté des entreprises portuaires et le nouveau Plateforme Canal pour le développement de la zone urbaine du canal. Le Centre de connaissance étudie quelles sont

les possibilités pour la centralisation de la coordination culturelle. Cela se fait sous l'impulsion des entreprises qui prennent part au groupe thématique Tourisme, Culture et Loisir, dans le cadre de la Business Route 2018. Figurent encore à l'agenda : le rôle du secteur créatif sur l'économie et le pouvoir d'attraction de la ville, le city marketing, les solutions de mobilité créatives, l'atout multiculturel, la performance énergétique des bâtiments, la politique d'emploi dans les communes, un projet de stage où Beci oriente les jeunes vers les entreprises. Des mois à venir chargés pour le Centre de connaissance ! ●

Tom Smeets

Conseiller

Centre de Connaissance Beci

ts@beci.be

T 02 210 01 76



MOBILITÉ ET ENSEIGNEMENT

Les 2 fers de lance du Centre de Connaissance

Ces derniers mois, le Centre de connaissance de Beci a interpellé la presse dans le cadre de deux thèmes d'une importance vitale pour Bruxelles : la mobilité et l'enseignement.

● Le Centre de connaissance a écrit une réaction nuancée dans De Morgen, où Beci a proposé de développer une concertation interrégionale concernant l'**extension du ring**. Beci a demandé aux chercheurs de l'étude EIE d'impliquer les acteurs bruxellois dans ces travaux. Il est en effet impensable qu'un désenclavement de l'aéroport et de la zone industrielle de Diegem puisse avoir des répercussions négatives sur l'accessibilité de Bruxelles. Le Centre de connaissance estime qu'il est nécessaire d'analyser ce point au plus vite avant que le projet ne soit mis à exécution.

● En ce qui concerne l'**enseignement à Bruxelles**, Beci a demandé si l'enseignement proposé par les communautés française et flamande répondait suffi-

samment au contexte bruxellois. Le succès de l'enseignement néerlandophone ne donne pas lieu à un élargissement sensible de la capacité de ce dernier, si bien qu'un nombre croissant d'enfants se voient refuser l'accès à cet enseignement. Du côté francophone, très peu d'enfants terminent leurs études sans avoir doublé au moins une fois. Dans le même temps, les investissements consentis par la Communauté française pour l'enseignement à Bruxelles restent en deçà des investissements consentis par la Communauté flamande. L'enseignement technique et professionnel doit être revalorisé d'urgence, l'échec scolaire doit être enrayer et l'enseignement doit être davantage en adéquation avec les réalités du marché de l'emploi et donc de l'économie.

RECTIFICATIF

Dans l'article « Les entreprises s'attaquent à la congestion du trafic à Bruxelles » de la revue d'octobre (p.14), Thibaud Colla, Mobility Manager chez ING tient à nous signaler que l'affirmation suivante est inexacte : «ING rembourse quant à elle les déplacements à titre professionnels à hauteur de 29,40 eurocents par kilomètre parcouru au-delà du premier kilomètre et cela quelque soit le mode de transport utilisé mais autre que la voiture». Il convient de remplacer cette affirmation par «Les déplacements à titre professionnels sont remboursés par ING à hauteur de 0,30 cents par kilomètre pour les déplacements effectués en voiture et sur base de pièces justificatives pour les déplacements effectués en transport en commun».



URBANISME

Deux ans pour un permis : est-ce bien raisonnable ?

Difficile d'obtenir un permis en région bruxelloise. Encore plus difficile de l'obtenir dans un délai raisonnable. Conséquence : les frais des promoteurs augmentent, leurs marges diminuent. Et les prix de l'immobilier s'en ressentent. Les professionnels de l'immobilier l'affirment en chœur : la délivrance des permis d'urbanisme prend trop de temps en région bruxelloise !

Fouillis institutionnel, procédures alambiquées, manque de cohérence entre les différentes autorités, incertitudes liées aux enquêtes publiques... Les critiques pleuvent sur la capitale.

Sefik Birkiye, administrateur délégué de Vizzion-Europe, tire le premier. « La Belgique est un des pays européens où les délais sont les plus longs, déplore l'architecte. Les projets bruxellois ne représentent plus que 5 % à 7 % de nos investissements. C'est un marché très introverti, très compliqué ». Une récrimination revient régulièrement : les procédures concernent trop d'intervenants. Entre la commune, la Région, Bruxelles-Environnement, les Monuments et Sites..., la prise de responsabilité serait trop diluée. « Il n'y pas de juge, c'est l'incertitude totale », affirme Sefik Birkiye. Ce jeu de ping-pong incessant oblige tout dossier à transiter par une multitude de services, qui donnent chacun leur avis. A charge pour l'autorité délivrante de mixer le tout pour prendre la décision finale.

Réticences communales

C'est la raison pour laquelle certains plaident pour une régionalisation accrue des compétences urbanistiques, à tout le moins pour les projets d'envergure, qui dépassent le cadre d'une seule commune. Mais les réticences communales risquent d'être difficiles à vaincre. « Je suis d'accord pour sim-



A Bruxelles, personne ne fait du logement moyen

plifier les procédures, plaide Christian Ceux (CDH), échevin de l'Urbanisme de la Ville de Bruxelles. Mais il faut se rendre compte qu'un dossier traité à la Région n'ira pas forcément plus vite. Par ailleurs, on ne peut pas tout centraliser. Les municipalistes sont plus proches des citoyens, ils peuvent

servir de relais. Même s'ils doivent prendre du recul ». Difficile cependant de mécontenter ses électeurs en acceptant - pour le bien collectif de la région - d'installer une déchetterie, un dépôt de trams ou un incinérateur sur le territoire de « sa » commune.

Autre solution envisagée : la création d'une fonction de « bouwmeester », comme il en existe en Flandre et dans d'autres pays étrangers. Le « bouwmeester » étant une sorte d'arbitre, censé être au-dessus de la mêlée pour développer une véritable vision de la ville, qui transcende les intérêts locaux, voire sous-locaux.

C'est que les problèmes rencontrés par les auteurs de projet en région bruxelloise ne se limitent pas à des freins institutionnels ou administratifs.

« Les intérêts particuliers doivent s'effacer devant l'intérêt général, plaide Vincent Maroy, administrateur délégué de GVA Grimley. Le problème, c'est que le droit de l'urbanisme à Bruxelles est devenu un droit du nimby, de l'égoïsme. » Dans la ligne de mire : les enquêtes publiques et commissions

« Les communes sont structurellement sous-équipées. La Ville de Bruxelles concentre le plus gros des secteurs tertiaire et commercial de la capitale. Pourtant, la situation est catastrophique »

Didrik Van Caloen, président de Banimmo



Les délais de délivrance de permis sont trop longs

Quatre mois pour ouvrir un dossier

Christian Ceux, ne cherche pas de faux-fuyant. « Je n'ai pas l'habitude de pratiquer la langue de bois : la situation n'est pas satisfaisante, lance-t-il. A mon arrivée, on n'ouvrait pas les dossiers de permis avant sept mois. Aujourd'hui, on en est à quatre mois [ndlr : le délai légal est de vingt jours]. C'est encore trop long, mais on vient de loin. Je rappelle qu'on gère 800 dossiers par an, dont certains sont très mal ficelés. Sans parler des problèmes de recrutement de personnel qualifié. »

de concertation. La procédure de délivrance des permis n'est effectivement pas simplifiée par ces commissions pléthoriques, qui permettent aux riverains et aux groupes de pression en tous genres de peser sur les projets qui les concernent.

Trop de pouvoir aux riverains

Philippe Gillion, président de la Confédération Construction bruxelloise, défend le principe des enquêtes publiques, qui permettent parfois d'améliorer des projets dans un esprit de consensus. Mais il estime que le risque de blocage est permanent. « On a donné trop de pouvoir aux riverains, regrette-t-il. La commission de concertation, c'est positif. Mais elle ne doit pas se transformer en pugilat public, comme c'est parfois le cas. D'autant qu'il arrive régulièrement que la commune flanche, qu'elle donne raison à des intérêts particuliers. La commission de concertation a parfois un pouvoir absolu. Résultat, des procédures sont bloquées et des chancres subsistent un peu partout dans la ville. »

Doit-on encore rappeler la saga du projet Heron (avenue de la Toison d'Or), toujours en rade malgré la reprise des négociations par Prowin-ko ? Dans ce dossier comme dans d'autres, les procédures devant les juridictions administratives se sont empilées, empêchant tout projet concret de voir le jour. Vincent Maroy n'hésite pas à parler de véritable

« guérilla juridique. » « Les règles de procédure sont trop laxistes à Bruxelles, attaque-t-il. On donne à des gens un accès aux juridictions administratives, sans qu'ils n'aient un intérêt légitime à la cause. Par ailleurs, les procédures sont beaucoup trop longues devant le Conseil d'Etat, ce qui ajoute à l'incertitude entourant toute demande de permis. »

Autre grief souvent entendu du côté des promoteurs immobiliers : les communes bruxelloises n'ont pas les moyens matériels et humains de faire face à des dossiers d'envergure. Président de Banimmo et vice-président de l'UPSI (Union Professionnelle du Secteur Immobilier), Didrik Van Caloen le regrette : « Les communes sont structurellement sous-équipées pour gérer les dossiers de permis d'urbanisme portant sur de gros projets. L'exemple typique, c'est la Ville de Bruxelles. Elle concentre sur son territoire le plus gros des secteurs tertiaire et commercial de la capitale. Pourtant, c'est notoire, la situation est catastrophique. Ce n'est visiblement pas une priorité du collège. »

La question à cinq francs : combien de temps pour obtenir un permis d'urbanisme sur le territoire de Bruxelles-Ville ? « Pour un gros projet, il faut compter un an, répond l'échevin. S'il faut faire une étude d'incidences, comptez un an supplémentaire. » Didrik Van Caloen confirme : « Pour un projet d'envergure, la procédure ne dure jamais moins de deux ans. Dès que le projet porte sur 20.000 mètres carrés ou qu'il prévoit 200 places de parking, il faut une étude d'incidences, qui dure déjà un an. »

Du côté de la Région, des chiffres existent sur la durée de délivrance de permis d'urbanisme. Mais un certain mystère entoure ceux-ci. Le cabinet de la ministre bruxelloise du Logement, Françoise Dupuis (PS), renvoie aux délais légaux (voir encadré). Intéressant, mais peu significatif par rapport à la réalité de terrain, comme on le voit avec l'exemple de la Ville de Bruxelles, qui dépasse allègrement ses délais de délivrance d'un simple... accusé de réception assurant que le dossier de permis est complet. Albert Goffart, directeur à l'Administration de l'Aménagement du

« A mon arrivée, on n'ouvrait pas les dossiers de permis avant sept mois. Aujourd'hui, on en est à quatre mois [ndlr : le délai légal est de vingt jours]. C'est encore trop long, mais on vient de loin »

Christian Ceux, échevin de l'Urbanisme

**En Belgique, 90,8% des emballages ménagers
sont recyclés.
Merci à tous pour ce coin de ciel bleu.**



La Belgique est le champion du monde du recyclage: 667.344 tonnes d'emballages ménagers recyclées en 2007, soit 806.000 tonnes d'émissions de CO₂ évitées. Et tout cela grâce à qui ? Aux milliers d'entreprises qui contribuent financièrement à Fost Plus, à tous les acteurs qui sont impliqués et aux citoyens qui participent au tri et au recyclage. Merci à chacun pour sa contribution à un meilleur environnement. Plus d'info: www.fostplus.be.

Ensemble > Trions bien > Recyclons mieux

Fostplus 

Territoire, reconnaît que « 10 % des dossiers subissent un dépassement des délais. Mais si la région dépasse le prescrit légal de 45 jours, l'avis de la commune est réputé conforme. Le dossier n'est donc pas pénalisé. »

Un impact sur les prix de l'immobilier

Reste le sentiment des acteurs de terrain, au premier rang desquels se trouvent les promoteurs, qui semblent trouver le temps long. Et qui ne disposent pas de chiffres pour les contredire. La durée d'un an semble malgré tout se dessiner. « C'est la moyenne à mon sens, commente Philippe Gillion. Mais un dossier n'est pas l'autre. On peut mettre un an avant de recevoir un permis pour un terrain de tennis. Comme un permis peut être délivré en sept mois pour un immense projet. » Un exemple ? L'immeuble de bureaux Sirius, le nouveau siège de Mobistar à Evere (30.000 mètres carrés). Un permis délivré en sept mois, bien aidé il est vrai par un certificat d'urbanisme obtenu quelques années auparavant, et pour la délivrance duquel une étude d'incidences avait déjà été réalisée.

En bout de course, on en revient toujours au même constat : chaque procédure est unique, et son résultat comme sa durée sont parfaitement aléatoires. « La réalité est très contrastée, déplore Vincent Maroy. Elle dépend d'une série de facteurs difficiles à prendre en compte. Tous ces facteurs renchérissent le coût d'une opération immobilière. »

On y vient. Plus le permis met de temps à être délivré, plus les frais augmentent. « Des frais qui viennent ponctionner notre marge, affirme Gaëtan Piret, administrateur délégué de la Compagnie Immobilière de Belgique. Le coût du capital représente environ 15 % par an. Et le financement bancaire représente environ la moitié du coût du capital. » Des frais supplémentaires que le promoteur doit supporter, et qu'il répercutera sur

son client. « Uniquement si le marché le permet, précise Gaëtan Piret. Si le marché immobilier s'est écrasé entre-temps, la marge est inévitablement rabotée. »

Coûts accumulés

Chaque année de retard engendre un coût supplémentaire pour une opération immobilière. En additionnant intérêts intercalaires, coût du capital et frais générés par une étude d'incidences, Didrik Van Caloen arrive à un total de « 10 % supplémentaires sur base annuelle ». Même son de cloche du côté de Sefik Birkiye : « Par année perdue, on peut ajouter 10 % au prix de vente de l'immeuble. Du coup, un logement qui aurait pu se négocier 2400 euros du mètre carré passera à 2500 euros du mètre carré. La rareté des permis crée la hausse des prix. » Vu l'incertitude d'obtenir un permis en temps et en heure, les promoteurs se rabattent sur les opérations les moins risquées. « Dans un quartier aisé, il est plus facile d'obtenir un permis pour du logement haut de gamme que pour du logement social ou même du logement moyen, assène Vincent Maroy. Résultat : à Bruxelles, personne ne fait du logement moyen [ndlr : sauf en partenariat avec la SDRB, avec un subside de l'ordre de 30 %], tout simplement parce que ce n'est pas rentable. »



Aujourd'hui, la Région privilégie la concertation

Une fast-track pour logements moyens

L'administrateur délégué de GVA Grimley en revient à la problématique des projets d'intérêt général. « Il existe un consensus à Bruxelles sur la nécessité de construire du logement moyen. Pour permettre à ce type de projet de voir le jour, il faut leur permettre de bénéficier d'une procédure particulière, simplifiée, parce que ce sont des projets d'intérêt public. Il faut leur attribuer une sorte de fast-track. »

Du côté du cabinet de la ministre du Logement, on semble dubitatif. « Les promoteurs veulent avancer le plus vite possible, avance le porte-parole de Françoise Dupuis. Mais la Région doit être garante de l'intérêt général. Avant, on construisait n'importe comment, n'importe où. Aujourd'hui, on privilégie la concertation. Deux ans de procédure pour un projet d'envergure, cela ne semble pas déraisonnable. »

Concurrence entre régions

Mais est-ce raisonnable par rapport aux concurrents de Bruxelles ? Des concurrents qui se trouvent parfois au coin de la rue. La périphérie bruxelloise fait des pieds et des mains pour attirer de grands projets immobiliers. Parfois avec succès. Des sociétés comme Ernst & Young, HP ou Honeywell ont quitté Bruxelles pour s'installer dans des zones à Diegem. « Nous sommes parvenus à récupérer Mobistar in extremis, parce que tous les acteurs – publics et privés – se sont mobilisés rappelle Didrik Van Caloen. Mais on constate un phénomène malsain de concurrence entre régions. Les zones périphériques relâchent leurs règles urbanistiques et fiscales pour attirer des bureaux, des commerces ou des hôtels. »

Ce n'est pas nouveau, Bruxelles et ses 19 communes font l'objet d'une concurrence effrénée de la part des communes limitrophes. Il est temps de réagir. ●

Gilles Quoistiaux

La prévention et la santé ont des effets considérables. Des collaborateurs motivés, par exemple.

Le service externe de Mensura. La solution pour plus de sécurité, de bien-être et de prévention en interne.

La Loi sur le Bien-être au Travail vous oblige à investir dans la prévention et la santé. Bien sûr, vous pouvez considérer cela comme une corvée. Mais vous pouvez aussi y voir une réelle chance d'améliorer les résultats de votre entreprise. Tout le monde sait que des travailleurs en bonne santé, dans un environnement de travail sûr et sain,

seront automatiquement plus performants. Mensura vous aide à y parvenir avec des médecins et des experts du risque. Avec des solutions qui motivent vos collaborateurs et qui ont ainsi un effet positif sur vos bilans. Voilà qui devrait vous motiver à jeter un œil sur notre site web, non? www.mensura.be.



INVESTISSEMENT

Les Business Angels entament le dialogue communautaire

A la recherche de financement ?
Appelez les Business Angels !

Alors que la politique belge est dans l'impasse, les Business Angels flamands et les Be Angels francophones entament pour leur part un dialogue communautaire. Les investisseurs de capital à risque du nord et du sud du pays se sont rencontrés pour la première fois le mois dernier à l'occasion d'un matching event. « Nous donnons l'exemple en cette période de tensions communautaires », affirment-ils.

La rencontre s'est déroulée à Bruxelles, le 14 octobre dernier. « Pour des raisons pratiques, nous avons choisi l'anglais comme langue de travail », explique Reginald Vossen, directeur de l'asbl BAN Vlaanderen. BAN est le sigle de Business Angels Network et l'association compte pas moins de 150 membres. Le pendant francophone, « Be Angels », rassemble également 150 investisseurs privés de capital à risque.

« Nous voulions que les investisseurs des deux régions du pays puissent faire connaissance. Ce sont même nos membres qui en ont fait la demande », affirme le directeur de BAN. « La collaboration dans notre secteur est dans l'intérêt de tous. Les dossiers sont de plus en plus complexes, avec de grands besoins en capital. La plupart des entreprises en croissance ont également des ambitions qui dépassent les frontières de leur région. Un Business Angel qui a de l'expérience dans l'autre partie du pays peut dès lors s'avérer d'une valeur inestimable. »

Plateformes de rencontre

BAN Vlaanderen et Be Angels sont des véritables plateformes de rencontre entre les entrepreneurs à la recherche de capitaux et les investisseurs

privés. Apport de capital et échange de connaissances permettent aux entrepreneurs de mener leur entreprise vers le succès. L'économie de la connaissance y trouve par ailleurs également son compte.

Les projets d'investissement sont présentés lors des matching events par le biais de fiches de projets et de présentations anonymes. Plus de cent projets sont sélectionnés chaque année. « Ce qui débouche tous les ans sur 20 à 25 investissements concrets en Flandre », explique Reginald Vossen.

Et la crise ?

« Cette forme d'octroi de capital engagé ne semble à première vue pas trop souffrir de la crise qui sévit actuellement sur les marchés financiers », déclare le directeur de BAN. « Grâce à la bonne qualité des dossiers bien entendus mais aussi parce que nos membres peuvent suivre leurs investissements de plus près qu'un placement boursier. Les Business Angels proposent non seulement de l'argent mais aussi une vaste expérience ainsi que des conseils aux entreprises auxquelles ils croient. »

Selon Christophe Guisset, administrateur délégué de Be Angels, « une majorité d'investisseurs a perdu toute ca-

pacité d'investir et les prochains mois (voire années) vont être très durs pour les entreprises qui doivent dénicher de nouveaux capitaux. Cependant, quelques investisseurs disposant de liquidités seront plus intéressés à investir au sein de jeunes sociétés à potentiel et non cotées, vu le peu d'attrait des marchés boursiers actuels ».

Rendez-vous en janvier

Plus de 100 entrepreneurs et investisseurs de capital à risque ont participé au premier matching event national des Business Angels francophones et flamands. Ils se sont vu soumettre 12 dossiers d'investissement. « Ce qui signifie pas moins de 1 200 possibilités de financement pour les entrepreneurs », ajoute Reginald Vossen. « Une seconde édition sera vraisemblablement organisée au mois de janvier. » ●

Roel Veyt

Plus d'infos

Be Angels - M. Christophe Guisset
T +32 10 48 50 20
christophe.guisset@beangels.be
www.beangels.be

BAN Vlaanderen info
M. Reginald Vossen
T +32 11 30 02 60
r.vossen@banvlaanderen.be
www.banvlaanderen.be

global

l'espace prend son sens
conception et réalisation de bureaux / logements / commerces / hôtels
TÉL +32 (0)2 676 71 71 - E-MAIL GLOBAL@GLOBAL-DPM.BE - WWW.GLOBAL-DPM.BE
ALAIN LE GRELLE +32 (0)475 27 64 16 - STEVEN VALKENIERS +32 (0)475 83 06 23

Recherche et étude de site, création des espaces, gestion de projet, acquisition de mobilier, organisation de déménagements, ... Du bureau au logement, de l'hôtel au commerce, Global se fond dans votre univers pour mieux saisir les enjeux qui vous

concernent et, au final, vous remettre les clés de locaux les mieux profilés pour votre développement. Avec pour feuille de route toujours le même credo: la qualité, la rigueur financière et le souci d'accompagner, de rassurer et d'étonner le client.



Espace membres

Vous désirez faire connaître votre activité ? Annoncer un changement stratégique, un déménagement de vos bureaux, des résultats financiers en progrès... ? Profitez de la visibilité qui vous est offerte dans les pages d'Entreprendre, lu par 21.000 décideurs, en envoyant un communiqué d'une quinzaine de lignes accompagné d'une photo, à sb@beci.be

Attention : les textes publicitaires ne sont pas publiés. La rédaction se réserve le droit d'écourter les textes trop longs.

FIB Belgium élue « L'Entreprise de l'Année 2008 »

FIB Belgium est le lauréat de la treizième édition de « L'Entreprise de l'Année ». « L'Entreprise de l'Année » est organisée par Ernst & Young, en collaboration avec L'Echo et Fortis Banque. La société FIB Belgium a été choisie comme lauréat parmi les cinq entreprises nominées cette année: Bodart & Gonay, Café Liégeois, FIB Belgium, Quality Assistance et Trendy Foods. L'entreprise FIB Belgium est leader mondial dans la conception, la fabrication et l'installation de

fours industriels de haute technologie à destination des tréfileries. René Branders, Directeur général de FIB, a reçu le trophée des mains du Ministre des finances Didier Reynders. Pour rappel, en 2006, FIB avait déjà reçu le Brussels Enterprise Award décerné par la CCIB & l'UEB. ●

Four Industriel Belge
Avenue Landas 4
1480 Tubize
T +32 2 332 17 17 - F +32 2 376 37 11
info@fib.be

Deux nouveaux sites pour European Legal Advice

Depuis sa création en 2007, le cabinet European Legal Advice ne cesse de s'agrandir et de faire évoluer ses services pour la plus grande satisfaction de ses clients. Présent à Bruxelles et Paris, le cabinet ouvre ses portes également à Genève et à Londres. Le site internet change aussi et vous présente sa nouvelle version en anglais et en espagnol.

Le cabinet, en évoluant ainsi, garde son principal objectif : être aux côtés des petites et moyennes entreprises et des indépendants pour leur proposer des services de conseil juridique de qualité à prix nettement moins élevés que dans les prestigieux cabinets d'avocats. Spécialiste du conseil en droit des nouvelles technologies et en droit de la propriété intellectuelle, ELA propose deux nouveaux services : le e-marketing et le e-business. Les conseillers juridiques d'ELA accompagnent les projets de business pour faire en sorte que les points de droit ne soient plus un souci. Koumba Koné, présidente du cabinet European Legal Advice gagne son pari, celui de conquérir la confiance des petites entreprises innovantes de Belgique et d'Europe en gérant leur question juridique à un moindre de coût. ●



Koumba Koné,
présidente d'European
Legal Advice

Vanessa Didden lance D-PLOY, partenaire stratégique en capital humain



Après 13 ans de marketing-communication en agence, en régie média, en production et finalement chez l'annonceur, Vanessa Didden a créé début 2008 son entreprise, spécialisée dans le capital humain (historiquement appelé « Ressources humaines ») : « D-PLOY, Your business humanizer ».

Les tendances sociétales montrent d'une part que l'équilibre vie privée-vie professionnelle est de plus en plus important pour tout un chacun. D'autre part, les entreprises ont de plus en plus de mal à séduire et recruter les candidats potentiels et à fidéliser leurs travailleurs. D-PLOY propose dès lors différents services tels que l'Employer Branding (le positionnement des sociétés en tant qu'employeur qui permet de recruter plus efficace-

ment et de garder les gens plus longtemps), le recrutement, mais également un service dédié aux PME : le talent management. En effet, pour les PME qui n'ont pas de responsable RH (uniquement un secrétariat social), D-PLOY propose des services en méthodologie d'évaluation, programmes de motivation, gestion de crise, communication interne, etc. Avec beaucoup d'enthousiasme, l'équipe de D-PLOY optimise le capital humain au sein d'une entreprise en ligne avec les objectifs commerciaux de l'entreprise. ●

D-PLOY
Rue des Trois Ponts 124
1160 Bruxelles
T +32 2 660 56 06
www.d-ploy.be

European Legal Advice
Avenue Louise 500
1050 Bruxelles
T +32 2 880 91 91 - F +32 2 646 75 91
contacts@european-legaladvice.com
www.european-legaladvice.com



Jean Ullens de Schooten

Lombard Odier Darier Hentsch renforce son équipe belge

Lombard Odier Darier Hentsch a le plaisir d'annoncer l'arrivée de Jean Ullens de Schooten en tant que Executive Vice President au sein de son bureau de Bruxelles. Il s'occupera de la gestion et du développement des relations clients. Son engagement coïncide avec la forte croissance organique de Lombard Odier Darier Hentsch en Belgique. Jean Ullens de Schooten bénéficie de plus de 30 ans d'expérience dans le secteur financier et bancaire. Fondée à Genève en 1796, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie est la plus ancienne maison de banquiers privés de Genève et l'une des plus importantes en Suisse et en Europe. Elle dispose d'un réseau de 24 bureaux dans 18 pays et offre à sa clientèle privée et institutionnelle une large gamme de conseils en matière de gestion de patrimoine, de produits financiers et de services spécialisés. Lombard Odier Darier Hentsch est active en Belgique depuis 2004, où le Groupe dispose d'un siège à Bruxelles. Depuis le 1er janvier 2007, le bureau belge est passé du statut de société de bourse à celui de banque. ●

Lombard Odier Darier Hentsch & Cie (Belgique) SA
Avenue Louise 81
1050 Bruxelles
www.lodh.com

Changement de direction chez Siemens

Après plus de 30 années au service de Siemens dont les 10 dernières en tant que CEO et Président de Siemens Belgique-Luxembourg, Francis Verheughe remettra le flambeau, pour relever de nouveaux défis. André Bouffieux lui a succédé en qualité de CEO de Siemens S.A. et Président du Groupe Siemens Belgique-Luxembourg. André Bouffieux peut se targuer d'une longue et riche carrière chez Siemens. Il a débuté chez Siemens Belgique en 1986 en tant que trainee, après des études d'ingénieur civil en électronique. Il a ensuite assumé différentes fonctions dans l'entreprise en Belgique, en Allemagne et en France, avant de devenir CEO de Siemens Luxembourg en 2006. En novembre 2007, il s'est vu confier la responsabilité du sales set-up Products, Systems, Solutions and Services pour le secteur Industry (Automation and Drives) dans le cadre du projet "Global Industry Transformation", chez Siemens AG à Munich. Francis Verheughe a été l'un des présidents de Beci-Union des Entreprises de Bruxelles. ●

Siemens Business Park
Square Marie Curie 30
1070 Bruxelles
T +32 2 536 21 11 - F +32 2 536 24 92
www.siemens.be

Teampower fête ses 20 ans

Vingt ans déjà que Teampower a démarré son activité en formation sur mesure. Fidèle à son principe, le « sur-mesure » reste aujourd'hui fondamental pour répondre aux attentes et satisfaire un niveau élevé d'ingénierie de la formation. Ses trajets de formation intègrent une préparation minutieuse et approfondie, les objectifs de l'entreprise, l'intégration de ses valeurs dans les comportements quotidiens, le coaching d'équipe ou individuel, selon les nécessités. Pour que ses

clients puissent mesurer les résultats de leur formation et leur retour sur investissement, Teampower a développé un partenariat avec un spécialiste RH. L'entreprise remet continuellement en cause programmes et méthodes pédagogiques pour vous proposer de nouvelles approches et thématiques : influencer et convaincre, la maîtrise de soi, ... Ses domaines de compétence sont la formation, le conseil et le coaching en matière de communication, vente & marketing, management et développement individuel. Pour ses 20 ans, Teampower vient pour la 3ème fois consécutive de réussir avec succès sa certification Q*For, label de satisfaction qualité clients, avec un taux de satisfaction global de 93%. Pour partager avec vous cet anniversaire, l'équipe vous invite à jouer avec elle et à gagner des chèques cadeaux ! Pour bénéficier de son action spéciale 20 ans, rendez-vous sur son site www.teampower.be ●

Teampower

Avenue Louis Gribaumontlaan 179
Bruxelles 1200 Brussel
T +32 2 771 76 23 - F +32 2 772 18 42
info@teampower.be
www.teampower.be

Cockpit Group, expert dans l'automatisation d'indicateurs de performance

Cockpit Group organise plusieurs formations autour du thème des indicateurs de performance. Ces formations d'une journée auront lieu à Bruxelles le 21 novembre, à Paris le 27 novembre et à Genève le 5 décembre. Plusieurs dirigeants d'entreprises, directeurs financiers, directeurs opérationnels, directeurs RH ou contrôleurs de gestion pourront y partager leurs pratiques en termes de tableaux de bord. Le professeur Patrick Georges (neurochirurgien, inventeur du concept Management Cockpit et professeur à HEC Paris) ainsi que Grégoire Talbot (CEO Cockpit Group, spécialiste en 'Balanced Scorecard' et professeur de programmes MBA) formeront les participants d'une part, à définir un ensemble cohérent et structuré d'indicateurs de performance propres à leur entreprise et d'autre part à améliorer le processus de décision sur base d'indicateurs de performance visuels et ergonomiques. Un tableau de bord bien défini et mis en œuvre permettra d'avoir une équipe de direction mieux alignée sur la stratégie. L'invitation est disponible sur le site www.cockpit-group.com ●

Cockpit Group

Avenue Jules César 2
1150 Brussels, Belgium
T +32 2 742 25 34 - F +32 2 275 09 95
www.cockpit-group.com





Neaxia Management lance 2 nouveaux sites d'e-commerce



Denis Hanchar,
gérant de Neaxia
management

Sous l'impulsion de la société bruxelloise Neaxia qui avait déjà lancé en janvier 2008, Custopolis.com, site de vente d'objets personnalisables, deux nouveaux acteurs viennent élargir le panorama belge de l'e-commerce.

« Myblacktshirt.com », le premier site, est dédié, comme son nom l'indique, à la vente de t-shirts noirs. Plusieurs possibilités sont offertes : un t-shirt noir personnalisé par une phrase amusante ou un t-shirt noir représentant son prénom ou son nom en chinois, japonais, arabe ou pourquoi pas en code barre..., par translittération ou sélectionner un t-shirt avec

un motif : tribal, dessin humoristique, crâne ou dragon etc.

« Printmethod.be », le deuxième site est dédié aux TPE et PME, il offre un service d'impression sur textile et objets publicitaires. Sur le site, vous trouverez les tarifs des différentes impressions pour le textile ainsi que les tarifs des objets publicitaires avec impression. Dans un autre domaine, Custopolis.com sponsorise désormais une sympathique équipe de football féminin, le F.C.Fémmina Braine : www.fcf-braine.be ●

Neaxia

Rue du Potaerdenberg 3a
1070 Bruxelles

T +32 2 527 37 68 - F +32 2 527 94 51
www.neaxiamanagement.com

Travel Team Consult & Representative vous propose un Bruxelles-Venise en Orient-Express

Une excellente collaboration avec ses fournisseurs et ses partenaires, la confrontation d'idées entre associés, l'esprit d'entreprise et la créativité sont les ingrédients qui ont amené la société Travel Team Consult & Representative à se lancer dans un pari ambitieux : rejoindre Venise en Orient-Express au départ de Bruxelles !

L'équipe de 10 personnes que compte la PME (spécialisée dans le voyage incentive pour les sociétés, les voyages de groupes et le voyage sur mesure pour des individuels) devra penser, mettre en place et organiser une multitude de facettes qu'englobe ce projet spécifique.

Il est évident que les quelque 180 privilégiés qui auront la chance d'être à bord de ce trajet unique le 10 mai 2009 (l'Orient-Express n'est jamais parti de Bruxelles), désirent vivre un grand moment de voyage ! Une gastronomie digne d'un restaurant étoilé et tout le mythe qu'offre ce train de luxe, se compléteront avec palaces à Venise, bateaux-taxis et avion retour privatisé vers Bruxelles. Un projet d'envergure pour une société bruxelloise. ●

Travel Team Consult
& Representative
Rue de l'Abbaye 77
1050 Bruxelles
T +32 02 647 30 00 - F +32 02 647 37 22
www.preference.be

Bruxelles-Venise en Orient-Express,
un rêve qui devient réalité



Just in Time Management Group invite les chefs d'entreprise à assister à ses petits-déjeuners conférences au Cercle de Lorraine

Programme de conférences :
17 décembre 2008



Jacques Folon, Partner JiTM

« Êtes-vous prêt à assumer les risques de données sensibles peu protégées, d'une sécurité informatique insuffisante et du non-respect des lois sur la vie privée ? »

21 janvier 2009



Benjamin Colas, Partner JiTM

« Les syndicats et les organes de concertation : comment transformer dans les entreprises une obligation légale en une opportunité de collaboration ? »

Infos et inscriptions :

www.just-in-time-management.com
(rubrique « News ») ou Carol Ingebos
au 02 290 53 07.

En collaboration avec Beci
Gratuit pour les chefs d'entreprise

Just in Time Management
Avenue Louise 149/24
1050 Bruxelles

T +32 2 290 53 07

F +32 2 535 76 34

www.just-in-time-management.com



Gagnez de l'argent sur vos paiements avec le Compte Confort Business KBC.

Pour votre affaire, votre cabinet ou votre entreprise, vous utilisez presque quotidiennement votre compte à vue, votre carte bancaire ou de crédit, les opérations bancaires électroniques, ... Pour chacun de ces services vous payez séparément et généralement à différents moments. Il en devient difficile d'estimer le coût total sur base annuelle. En tant que chef d'entreprise, vous appréciez cependant la clarté et le confort de paiement. C'est pourquoi, en fonction de notre expérience et des conseils de chefs d'entreprise, nous avons conçu l'idée de regrouper les paiements les plus courants et de les proposer moyennant une redevance fixe avantageuse. Avec le Compte Confort Business KBC, vous économisez donc non seulement de l'argent, mais vous pouvez aussi l'étendre à d'autres services bancaires à votre mesure. Surfez donc rapidement sur le site web et voyez ce que vous pouvez économiser dans la pratique. Ou n'hésitez pas à venir nous en parler, car la parole est d'or.



Banque &
Assurance

www.kbc.be/kbcbusiness/compteconfort

c'est vous qui comptez

Société du groupe KBC



Truvo lance Truvo Digital

Truvo concrétise sa stratégie « to be the first in local search and advertising », en étoffant son service multimédia par le lancement de Truvo Digital. Ce tout nouveau service marketing de moteur de recherche aide les annonceurs à optimiser leur campagne en ligne et à augmenter leur visibilité sur les moteurs de recherche d'internet. Les Pages d'Or® et les Pages Blanches restent bien sûr des outils très prisés, d'autant plus que 62 % des Belges utilisent encore toujours les annuaires papier. L'évolution vers le numérique est pourtant bien en marche : 54 % des personnes utilisent un moteur de recherche en ligne, tel que Google, pour trouver des produits et des services.

Truvo Digital, le nouveau service Search Engine Marketing (SEM) de Truvo, se spécialise dans les annonces textuelles payantes, que l'on appelle aussi les liens commerciaux. Le service Search Engine Advertising permet d'acheter des mots-clés pour figurer en haut de la liste des liens commerciaux, pour une durée et un budget prédéfinis. L'avis de Roland Gerets, Sales Director chez Truvo : « En proposant Truvo Digital, nous offrons à nos annonceurs un service qui s'appuie sur deux principes de base : notre connaissance des besoins des PME et notre sens du travail sur mesure. C'est en interaction avec le client que Truvo Digital élabore la campagne Google. De la sorte, l'annonceur peut atteindre en ligne davantage de clients intéressés et prêts à l'achat. » ●

Truvo

Antwerp Tower
De Keyserlei 5 bus 7
2018 Antwerpen

T +32 3 205 42 55 – F +32 3 205 45 19
communication@truvo.be – www.truvo.be

Unisys développe un portail web sur l'immigration pour la CE



Patrice-Emmanuel Schmitz
Directeur EU Management
Consulting

La Commission européenne a choisi Unisys Belgique pour développer un portail web qui fournira des informations sur les directives et lois d'immigration européennes et nationales. Ce portail a pour mission d'informer les non-Européens qui souhaitent migrer vers l'Union européenne. Un des objectifs consiste à déconseiller l'immigration illégale en mettant en évidence les risques y afférents. Unisys fournira le support technique et de fond en collaboration avec le partenaire MPG, le Migration Policy Group. La gestion du portail sera, elle aussi, assurée conjointement.

Le nouveau portail rassemble des informations de tous les Etats membres de l'Union européenne sur l'immigration, par exemple les directives, les conseils utiles, les risques liés à l'immigration illégale et des

liens vers des services et processus administratifs pertinents. Tous les Etats membres de l'Union européenne ont donné leur accord pour établir des directives d'immigration communes et pour mieux gérer l'immigration par une approche coordonnée. La Commission entend s'appuyer sur ce portail pour améliorer substantiellement l'accès aux informations sur l'immigration. ●

Unisys Belgium & Luxembourg
Avenue du Bourget 20
1130 Bruxelles

T +32 2 728 05 25
unisysbelgium@be.unisys.com – www.unisys.be

Thalys organise pour la première fois un concours international de photos

© Matty Vinitski

L'année dernière, Thalys a mis sur pied un concours international de photos dans les quatre pays de son réseau : la Belgique, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne. Durant ce concours, les couleurs de la Belgique ont été défendues par le Stedelijk Instituut voor Sierkunsten en Ambachten d'Anvers (SISA). Avec une photo de Matty Vinitski prise à Cologne, le SISA a fourni l'une des photos gagnantes qui ornera le Thalys Lounge dans la Gare du Midi à Bruxelles. C'est la première fois que Thalys organise ce concours international de photos. Dans un premier temps, en septembre et en octobre 2007, Thalys a contacté une institution de photographie renommée dans chacun des 4 pays. Il leur a été demandé de réaliser un reportage photos original dans une des villes Thalys afin d'enrichir et de mettre à jour la base de données de photos des destinations les plus populaires du Thalys.

Un jury international a ensuite sélectionné 20 photos par pays (sur les 1600 photos reçues). Enfin, un jury composé de 4 spécialistes externes issus des 4 pays participants a désigné les 4 lauréats. Les 20 photos seront également rassemblées dans un livre qui sera exposé dans les Thalys Lounges des quatre pays. ●



La photo de la gagnante belge :
Matty Vinitski

Thalys International
Place Stéphanie 20
1050 Bruxelles, BE
T +32 2 648 06 00
F +32 2 504 05 32
info@thalys.com
www.thalys.com



L'aide pour développer votre business ?

C'est Bruxelles qui vous l'apporte !

Plus simples. Plus rapides. Plus efficaces.

Les nouvelles aides de la Région de Bruxelles-Capitale
pour les PME et les indépendants.

Une révélation pour vos projets

Surfez sur www.primespme.be



MINISTÈRE DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE



VOUS BOUGEZ !

Verhulst Events vous convie à voir Julia Migenes & Le Cadre Noir de Saumur

Les 5 et 6 décembre 2008, la cantatrice Julia Migenes – mondialement connue – accompagnera l'Ecole Nationale d'Equitation du Cadre Noir de Saumur lors des spectacles qui seront présentés au Parc des Expositions de Bruxelles. La maîtrise absolue de l'art du dressage et l'une des plus jolies voix du monde. Avec l'accompagnement musical – as-

suré par l'Ensemble Orchestral de Bruxelles, dirigé par le Chef d'Orchestre Jacques Vanherenthals et les Chœurs de l'Union Européenne. ●

Verhulst
Jan Lindtstraat 10
1560 Hoeilaart
T +32 2 658 02 61
F +32 2 658 02 65
www.verhulst.be

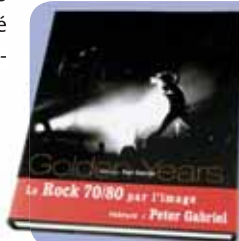
Votre avantage Beci

A l'achat du package Brasserie à 195 € HTVA, les membres bénéficient d'un ticket 1^{ère} catégorie (valeur : 95 €) au prix d'un ticket 2^{ème} catégorie (valeur : 75 €).
Package Brasserie décrit sur www.verhulst.be
Pour profiter de cette action, contactez Catherine Mertens au 02 643 78 16

«Golden years – Rock 70 - 80» par Visual News

300 photos noir et blanc, oeuvres de Paul Coerten réunies dans un ouvrage de luxe de grand format (25 x 31 cm) préfacé par Peter Gabriel. Le livre est disponible en Français, Néerlandais, Anglais – www.goldenyears-book.com ●

Visual News
Rue du Relais 81 – 1050 Bruxelles
T + 32 475 63 09 00 – F + 32 2 672 91 86
visual.news@visualnews.be – www.visualnews.be



Votre avantage Beci

-30% sur le prix normal de 35 € en commandant sur www.goldenyears-book.com (passez votre commande en signalant que vous êtes membre Beci).

Avantages de nos membres pour les autres membres Beci !

Vous aussi, envoyez vos offres à cm@beci.be !



Françoise Gauthier vous fait connaître le champagne Dumont

Françoise Gauthier commercialise depuis 18 mois le champagne d'un viticulteur, propriétaire-récoltant, situé dans la côte des Bar à quelques kilomètres de Troyes, capitale historique de la Champagne. Viticulteurs de pères en fils depuis plus de deux siècles, les Dumont mettent l'accent sur le savoir artisanal des hommes afin de préserver la tradition tout en donnant au vin l'esprit de son temps. Ils élaborent avec passion, à partir des cépages Pinot Noir et Chardonnay, 6 sortes de champagne différents pour le bonheur des amateurs et la satisfaction des plus exigeants. ●

Votre avantage Beci

Conditions spéciales pour les membres jusqu'au 31 décembre 2008

Françoise Gauthier
Champagne Dumont
T +32 475 21 76 03
info@be-gauthier.be
www.be-gauthier.be



Le coffret collector
Jean Dupont

La C.D.F.C. présente la Cuvée «Grande Réserve de Printemps»

Elaborée en 100% Chardonnay, la Cuvée «Grande Réserve de Printemps», présentée dans un joli flacon galbé, dévoile une brillance et une robe claire, inspirée par des reflets vert amande. Acidulé et frais, c'est un vin de caractère, à servir avec des entrées, des crustacés ou des fruits de mer. Le collector Cuvée «Grande Réserve de Printemps» est une série de 2.000 écrins de luxe, décorés par une toile du peintre Jean Dupont. ●

C.D.F.C. SA
Chaussée de Mons 602
1070 Bruxelles
T 0497 444 544

Répondez à cette question et à une question subsidiaire. Les réponses sont à chercher sur le site de www.champagnesignature.fr et à envoyer à jh@signature.lu

Question : Quelle est la quantité de sucre ajoutée au vin pour obtenir un Brut Nature ?

Question subsidiaire: Combien de bouteilles ont été importées en Belgique en 2007 ?

Votre avantage Beci

La C.D.F.C. vous propose de gagner ce prix : 1 x Collector Jean DUPONT (Valeur 95,00 €)
+ réduction de 21% sur toutes commandes de Champagne par carton de 6 bouteilles, jusqu'au 15/12/2008

Pages coordonnées par Stéphanie Brisson



L'embarras du choix ?

Chez Beci, une multitude de services à votre disposition !

Conseils, networking, formations et séminaires, fichiers de prospection, affaires internationales et européennes, à vous de choisir !

Vous aussi, devenez membre !



Contactez-nous au 02 648 50 02
ou visitez notre site www.beci.be



BRUSSELS ENTERPRISES
COMMERCE AND INDUSTRY



L'Europe à la portée de votre entreprise.

Financez votre business grâce à l'Europe !

Chaque année, la Commission européenne accorde plus de 20 milliards d'euros de subventions aux entreprises, au secteur public et aux associations. Outre les Fonds structurels et de cohésion, il existe plus de 350 programmes de financement, dans de nombreux domaines: innovation, recherche, environnement, éducation, culture, etc.

Il est essentiel de connaître la logique des financements européens, afin de sélectionner la source correspondant le mieux à votre domaine d'activité, à votre projet et à vos besoins. Par ailleurs, la Commission européenne est demandeuse de propositions viables et de bonne qualité et qui respectent une méthodologie précise et rigoureuse de demande de financement.

L'Union européenne est entrée en 2007 dans une nouvelle période de programmation budgétaire qui court jusqu'en 2013. Ce budget met l'accent sur la compétitivité, l'innovation et l'emploi, et place les PME au cœur de la stratégie de l'UE en matière de financements.

Les aides directes de la Commission et les fonds structurels gérés au niveau national et régional, ont été revus afin de répondre à ces nouveaux enjeux. Ces aides sont souvent perçues comme obscures par les PME, voire inaccessibles. Pour y voir plus clair, Beci vous propose une formation sur les financements européens, en partenariat avec META Europe Consulting, cabinet spécialisé dans les financements européens (formation, montage de projets, assistance aux gestionnaires). ●

Stéphanie Bocca
sbo@beci.be



REACH et votre entreprise

Lors d'un séminaire donné le 8 octobre, Beci a appelé aux entreprises l'importance du règlement REACH.

REACH n'a pas uniquement des conséquences pour les producteurs de substances dans les secteurs de la chimie, métaux ferreux et non-ferreux, mais également pour tous les utilisateurs de substances chimiques dans des secteurs tels que: textile, construction, brique, béton, ciment, verre, bois, nettoyage, cosmétiques, peinture, habillement, papier, industrie graphique, électronique, automobile, etc.

Le nouveau règlement européen visant 30.000 substances chimiques « REACH » est entré en vigueur le 1er juin 2007 et les entreprises qui n'effectueront pas le pré-enregistrement des produits chimiques existants d'ici au 1/12/2008 seront contraintes de les retirer du marché.

Comment trouver des financements européens ?

2 Journées de formation chez Beci

Vendredi 5 et 12 décembre 2008, de 9h30 à 17h30.

Ces deux journées vous permettront de mieux cerner:

- les enjeux, vos atouts, les opportunités et les défis pour accéder aux financements européens et mener à bien un projet;
- les fonds, programmes et schémas de financement les plus appropriés;
- les sources d'information;
- la méthodologie pour créer le meilleur projet et constituer la meilleure offre possible;
- les différentes étapes des procédures d'attribution des financements européens.

Public cible : Toutes les entreprises : PME, grandes entreprises, start-up, cabinets...

Après la formation... META Europe Consulting vous offre un entretien individuel pour envisager votre projet, son adéquation aux possibilités de financement et ses étapes.

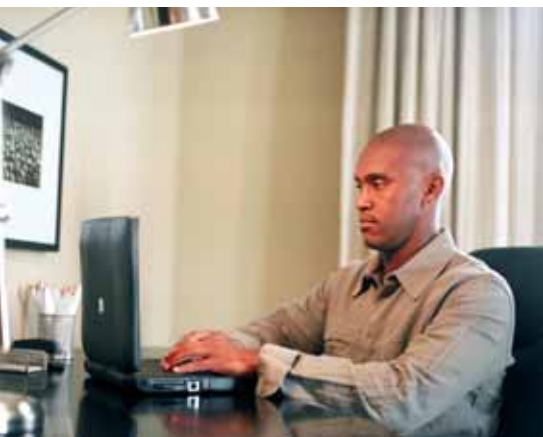
Inscription obligatoire auprès de Stéphanie Bocca, ☎ 02 643 78 38 ou sbo@beci.be

Tarif pour les 2 journées :

Membres Beci : 400 € HTVA – **Non-Membres :** 540 € HTVA

Plus d'infos
Samira Aarbaj ☎ 02 643 78 25
ou sa@beci.be





CONCURRENCE

Développez l'intelligence économique dans votre entreprise

Concept assez peu connu, l'intelligence économique consiste à développer au sein de l'entreprise des outils d'information et de sécurité vis-à-vis de la concurrence.

Concrètement, l'intelligence économique concerne trois ensembles : la veille opérationnelle, la sécurité économique et l'influence.

- La **veille opérationnelle** consiste à s'informer en permanence, notamment de ce que fait la concurrence afin d'anticiper et de réagir, que ce soit en termes de produits, de services, de marketing ou de prix.
- La **sécurité économique** consiste à se prémunir d'outils empêchant la concurrence d'obtenir des informations stratégiques sur son entreprise, par exemple au niveau de la sécurité informatique, au niveau des procédés de fabrication ou encore de la stratégie commerciale. L'espionnage économique est aujourd'hui une réalité dont beaucoup d'entreprises ne mesurent pas l'ampleur.
- L'**influence** concerne l'utilisation de l'information pour orienter des décisions d'achat ou encore pour désamorcer la concurrence.

Les moteurs de recherche

Il existe aujourd'hui quelques 4500 moteurs de recherche dans le monde. L'intelligence économique passe par l'utilisation stratégique de ceux-ci, notamment comme outils de veille de la concurrence, mais aussi comme sources d'influence. Il est donc essentiel de bien se faire référencer sur les moteurs stratégiquement importants pour son entreprise et son marché. Il faut par exemple savoir qu'à terme, il y aura plus d'internautes chinois qu'américains.

Le projet Galileo

Galileo est le projet européen concurrent au GPS américain. Ce projet,

financé par l'UE et développé par l'Agence Spatiale Européenne, offre d'énormes opportunités aux sociétés européennes. En effet, le revenu mondial de Galileo est estimé à 450 milliards d'euros en 2025. Les applications sont multiples. A titre d'exemple, citons l'atterrissage des avions, le pilotage des bateaux, l'aide médicale urgente, la téléphonie mobile, et notamment les applications au niveau des paiements par GSM en place des cartes de crédits.

Un colloque sera organisé sur ce projet dans 6 mois auquel Beci partici-

pera. Une association, Galileo Services, a été créée pour regrouper les industriels européens intéressés par ce projet. Elle regroupe à ce jour une trentaine de sociétés dont une belge. Opportunité à saisir pour nos membres ! Si l'intérêt est suffisant, Beci pourrait envisager de les regrouper sous forme de « grappe » ou de Club. Faites connaître votre intérêt ! ●

Jean-Philippe Mergen

Directeur Département International
Beci

T 02 210 01 77 - jpm@beci.be

Travaillez en toute sécurité avec l'e-Signing de Certipost

A l'heure où les échanges de mails sont le moyen de communication le plus utilisé par les entreprises, la signature électronique est de plus en plus demandée afin de sécuriser les documents. Beci participe à cette tendance en collaboration avec Certipost.

Chaque signataire est lié à sa signature, Certipost garantissant l'identité de celui-ci.

Peu importe le type de document, vous pouvez l'envoyer par e-mail signé électroniquement. Une fois signé, celui-ci ne peut plus être modifié, ce qui renforce la confiance des partenaires commerciaux qui peuvent, via un accès online, s'assurer de la validité de votre signature, de l'authenticité du document avant de le signer et de le renvoyer à leur tour en toute sécurité.

La signature électronique n'est pas seulement légale mais aussi économique et écologique. Plus besoin d'imprimer ni scanner vos documents, un simple archivage digital suffit. Depuis février 2008, les déclarations à la TVA et précompte professionnel sont obligatoires en

format électronique. Dès 2009, la B.N.B. adoptera la même méthode, soyez donc prêts !

Votre avantage Beci

Obtenez une réduction de 15 euros en commandant votre certificat directement via le site www.beci.be en cliquant sur le logo Certipost de la page d'accueil.



Export day 02.12.08

Modules thématiques présentés par des experts et praticiens en commerce international.

8.30 - 8.45	Accueil
8.45 - 10.10	Evolution des moyens de paiement à l'international Muriel Lamy , <i>Payments & Cash Managment Advisor</i> , ING Jacqueline Peeters , <i>Trade & Finance Services Consultant</i> , ING
10.15 - 10.30	Pause-café
10.30 - 12.00	Exportations: Les pièges à éviter en matière de TVA & Douane Benoit Vanderstichelen , <i>Partner TVA</i> , DELOITTE & TOUCHE Fiduciaire
12.00 - 12.30	Les incitants financiers de la Région de Bruxelles-Capitale, Christine Lenneberg , <i>attachée à la Direction du Commerce Extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale</i>
12.30-14.00	Lunch
14.00-15.00	De l'importance du choix d'un Incoterm 2000 adapté aux situations d'affaires à l'exportation Patrice Devalez , <i>Fondateur du réseau MED'CHABAKA</i> , Consortium d'Opérateurs en Développement International positionné sur les rives Sud et Est de l'Espace Méditerranéen.
15.00-16.00	Le recouvrement de créance à l'international, COFACE Belgium
16.00-16.15	Pause-café
16.15- 17.00	La contrefaçon, Aubin de Perthuis , <i>Trade Mark Attorney</i> GEVERS

L'objectif est de familiariser les participants aux différents aspects pratiques du commerce international : moyens de paiement, douanes et TVA, Incoterms, aides de la Région de Bruxelles-Capitale, la contrefaçon...

Public cible : toutes sociétés bruxelloises exportatrices ou intéressées de se développer à l'international.

**Date limite
d'inscription :**
26 novembre 2008

Contact :
Nadine Shango,
ns@beci.be
ou 02 643 78 20

WORDS FOR THE WORLD

TRANSLATION INTERPRETING REVISION PROOFREADING COMPUTERISATION CONSULTANCY TERMINOLOGY



En tant qu'agence de services de traduction et d'interprétation, ce ne sont pas des mots ou des lignes que nous vendons, mais un engagement de service, de professionnalisme et de fiabilité tout en privilégiant une communication saine et constructive avec chacun de nos clients. En effet, personne ne niera que vous êtes le plus à même de savoir ce que vous voulez dire, à nous d'y mettre les mots afin de faire passer le message dans d'autres langues. Notre équipe interne et notre réseau mondial de traducteurs, tous professionnels de la traduction expérimentés et rigoureux, s'y impliquent quotidiennement.

BLS



Brussels Language Services
Rue du Marteau 8 Hamerstraat
B- Bruxelles 1210 Brussel
tel: +32-(0)2-223 51 54
fax: +32-(0)2-218 16 83
e-mail: trad@bbs-lang.com
www.bbs-lang.com



◀ DROIT COMMERCIAL

Créer une fondation ?

De nombreuses entreprises belges ont constitué une fondation depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 mai 2002 créant ce nouveau type de structure juridique à but désintéressé.

Quelles sont les raisons pour lesquelles une entreprise ou ses actionnaires créent une fondation ?

Célébrer un anniversaire important pour l'entreprise en participant activement à un projet d'intérêt général en Belgique ou à l'étranger, associer son personnel à une œuvre caritative ou artistique soutenue par la société, protéger les archives ou un patrimoine industriel... Les raisons sont d'autant plus diverses et nombreuses que les entreprises disposent d'une très grande liberté pour déterminer le but qui sera poursuivi par la fondation.

La fondation n'est pas uniquement un instrument de philanthropie. Elle peut poursuivre également un but purement privé. Une fondation peut être constituée pour préserver, par exemple, le caractère familial de l'actionnariat d'une entreprise tout en permettant aux actionnaires de continuer à percevoir les revenus de leur participation.

De quel montant faut-il disposer pour constituer une fondation ?

La loi ne fixe aucun montant minimum. Il suffit de lui apporter un patrimoine qui lui permette de réaliser, en tout ou partie, l'objectif qui lui a été désigné par son fondateur. Ce patrimoine peut être une somme d'argent, des immeubles, des œuvres d'art, des actions, des droits d'auteur...

Est-ce facile de constituer une fondation ?

Oui. Il suffit de rédiger les statuts de la fondation (en respectant les exigences minimum prévues par la loi), de la constituer par un acte notarié et de lui apporter un patrimoine. Dans certains cas, la fondation pourra ensuite être reconnue d'utilité publique par un arrêté royal.

Est-ce facile de gérer une fondation ?

Oui. La fondation est gérée uniquement par un conseil d'administration dont les membres actuels

et futurs peuvent être désignés par le fondateur. Il n'y a ni membres ni assemblée générale d'une fondation, ce qui facilite sa gestion. ●

François-J. Masquelin

Avocat

Janson
BAUGNIET



Ce sujet vous intéresse ?

Il fera partie des thèmes abordés lors de nos Actualités juridiques, le 3 décembre 2008.

Plus d'infos :

Eric Brabant, eb@beci.be ☎ 02 643 78 18

La coopération au développement peut être l'un des angles d'attaque d'une fondation



◀ GRÈVE DANS L'ENTREPRISE

« Dois-je payer les travailleurs à l'arrêt ? »

Chaque grève au sein de votre entreprise vous confronte en tant qu'employeur à un grand nombre de problèmes et de questions. Devez-vous payer vos travailleurs en cas de grève ?

La loi ne définit pas la notion de grève. Selon la jurisprudence et la juridiction, il faut entendre par grève toute cessation collective et concertée du travail par un groupe de travailleurs, dans le but de bloquer le fonctionnement de l'entreprise et de faire pression sur l'employeur ou sur un tiers.

Grévistes

En tant qu'employeur, vous n'êtes pas obligé de payer un salaire aux travailleurs en grève. Les grévistes affiliés à un syndicat recevront une indemnité de grève si le syndicat a proclamé ou reconnu la grève.

Non-grévistes

Vous ne devez pas non plus payer de salaire aux non-grévistes. Un non-gréviste est un travailleur qui ne peut commencer à travailler à cause de la grève bien qu'il se soit rendu à son lieu de travail, ou qui ne peut poursuivre le travail qu'il avait entamé. Les non-grévistes peuvent éventuellement prétendre à des allocations de chômage. Le Comité de gestion de l'ONEm doit toutefois marquer son accord quant à l'octroi de ces allocations. Pour l'octroi de son autorisation, le Comité de gestion examine notamment si les travailleurs appartiennent à l'unité dans laquelle se trouvent des travailleurs en grève et s'ils peuvent avoir un intérêt à l'aboutissement des revendications des grévistes.

A la demande du travailleur, vous devez délivrer un certain nombre de documents.

- Une carte de contrôle C 3.2 A (pour le secteur de la construction, une carte de contrôle C 3.2 A-construction), éventuellement déjà ac-

compagnée d'un formulaire C3.2-employeur servant de demande d'allocations.

- A la fin du mois, l'employeur remet au travailleur un second formulaire C 3.2-employeur, qui sert de preuve du chômage temporaire. Ce document reprend le nombre d'heures de chômage temporaire.
- Au début du chômage temporaire, le travailleur doit demander à son organisme de paiement un formulaire C 3.2-travailleur; ce document sert de demande d'allocations.

Grève en dehors de l'entreprise

En cas de grève en dehors de votre entreprise (chez un fournisseur par exemple) qui empêche votre société d'exercer ses activités, vous ne devez pas payer vos travailleurs pour les jours d'inactivité trouvant leur origine dans la grève. Ils recevront pour ces jours des allocations de chômage temporaire pour cause de force majeure sur la base de l'attestation C 3.2-employeur (cf. supra).

Grève des transports en commun

En cas de grève imprévue des transports en commun, il est possible que certains travailleurs ne puissent pas se rendre au travail ou arrivent en retard. Dans ce cas, ces travailleurs peuvent prétendre au salaire journalier garanti.

Toutefois, en cas de grève poursuivie ou de grève annoncée suffisamment à l'avance, le travailleur ne peut en principe pas prétendre au salaire journalier garanti. Il était au courant de la grève et devait prendre les mesures nécessaires pour pouvoir se rendre au travail. Eventuellement, il peut résoudre ce problème en prenant un ou plusieurs jours de congé. ●

Liesbeth Rogiers
Conseiller affaires
juridiques
Secrétariat Social
HDP

L'employeur n'est pas tenu de payer le travailleur en grève





CONSEIL BECI

Je suis salarié(e), puis-je devenir indépendant(e) ?

Cette question vise le statut d'indépendant complémentaire. Les formalités sont les mêmes que pour une activité indépendante à titre principal mais il faut respecter certains critères légaux.

Nous pouvons considérer que votre activité indépendante est exercée à titre complémentaire lorsque les critères légaux suivants sont respectés :

- si vous exercez votre activité en cette qualité parallèlement avec une autre activité professionnelle pour le compte d'un employeur ;
- si votre activité salariée s'étend sur au moins un mi-temps ;
- si vous êtes fonctionnaire : vous devez travailler 200 jours ou 8 mois par an ;
- si vous êtes enseignant nommé : vous devez prêter au moins les 6/10ème d'un horaire complet ;

- si vous êtes chômeur : vous devez avoir droit à des allocations de chômage et être autorisé à exercer votre activité indépendante à titre accessoire ou occasionnel ;
- si vous êtes bénéficiaire d'une indemnité accordée par votre mutuelle : votre incapacité doit s'élever au moins à 66% et l'indemnité qui vous est versée doit être au moins équivalente à la pension d'un travailleur indépendant au taux isolé ;

Les formalités que vous devez accomplir pour travailler sous le statut d'indépendant complémentaire sont les mêmes que celles pour une activité de travailleur indépendant à titre

principal. Toutefois, le montant des cotisations sociales que vous devrez payer sera, en principe, inférieur à celui des travailleurs indépendants à titre principal dans la mesure où votre employeur prélève une partie de votre salaire pour couvrir votre sécurité sociale. ●

Plus d'infos

Contactez votre caisse d'assurances sociales ou Beci Starters

Talin Afsar

T 02 643 78 21
ta@beci.be

Mirella Zaccagnini

T 02 643 78 46
mz@beci.be

31

N° 11 - NOVEMBRE 2005 - ENTREPRENDRE



Votre carte de visite

Contactez-nous aujourd'hui au 0800 30 029



La Carte Corporate American Express®

Épargne de miles/points, réductions attrayantes, délai de paiement supplémentaire, assurances gratuites, ...

www.americanexpress.be



BIEN-ÊTRE

Travail et dépression, quelles actions ?

En Belgique, selon une étude Stepstone réalisée auprès de 21.000 personnes, 51% des employés se sentent incapables de gérer la pression au travail. 20% des Belges seraient proches de l'épuisement total (burn-out). Nous figurons ainsi parmi les Européens les plus stressés et ne sommes devancés que par les employés allemands (56%) et suédois (59%).

Dans la Communauté européenne, un employé sur cinq serait physiquement et psychologiquement épuisé par son travail. D'après les analystes, il s'agit là d'une des conséquences de l'économie libérale et de la dérégulation du contexte économique qui en résulte. L'exigence de résultats dans le court terme, l'urgence de rentabilités immédiates des capitaux investis, une flexibilisation extrême des conditions de travail entraînent une déstabilisation de l'environnement professionnel, une précarité de l'emploi, une insécurité psychologique et une détérioration de l'état de santé.

La perte d'entrain, la fatigue, les troubles de concentration, l'irritabilité sont autant de conséquences qui impactent la qualité du travail et la performance de l'ensemble des équipes.

Les liens de solidarité au sein du travail s'estompent et l'employé perd le contrôle sur le temps, ses priorités et son destin professionnel. La vie privée s'en ressent et l'équilibre familial en subit les conséquences. L'accent est mis sur la performance technique au détriment de la reconnaissance et la valorisation de l'humain à travers sa contribution : le travail perd de son sens.

Les facteurs qui fragilisent lorsqu'ils s'accumulent

- La perte de contrôle sur le destin professionnel, la perte de la gestion du temps et des décisions. L'usage de la peur dans la gestion des ressources humaines. L'imprévisibilité dans le contexte professionnel.
- L'incertitude est liée à la dérégulation des marchés et au néo-libéralisme. Les entreprises fonctionnent en « flux tendu ». Services et produits doivent être livrés à

temps et à heure en fonction de la demande immédiate du marché. Ceci exige une « hyper-flexibilité » de l'employé et une augmentation de la précarité physique, psychologique et sociale. La pression constante effrite le lien social et la solidarité. Chacun se retrouve isolé face au stress.

- La perte de sens est aussi une cause de décompensation.
- Un style de management orienté sur le court terme, et qui fait abstraction de la dimension humaine, pousse les collaborateurs vers la rupture, voire au suicide.
- Il est important d'insister sur le fait que dans telle situation, il n'y a, à priori, pas de coupable, mais tous les acteurs portent une part de responsabilité : tant la victime d'épuisement que l'entreprise, ses dirigeants, médecin du travail, syndicats, etc.

Des solutions

Il existe une nette différence entre dépression et épuisement ou burn-out. Les différences sont parfois subtiles et ne requièrent pas les mêmes traitements. Il est donc important de faire appel à ceux qui en connaissent les subtilités et de consulter le médecin traitant également.

Des solutions existent : elles passent par des mesures de prévention, la mise

Le mal-être au boulot influence aussi la vie privée



Une femme sur cinq et un homme sur dix sont concernés : au total, 3 collègues de travail sur 10 développeront une dépression dans l'année.

en place d'une information sérieuse et une prise de responsabilité de tous les acteurs concernés.

Il est urgent de sortir d'un discours réduc-

teur de victime fondé sur la revendication qui imputerait toute la responsabilité de la situation à l'inconséquence de certaines instances dirigeantes, quelles soient managériales ou politiques. Il est tout aussi urgent de la part de ces mêmes instances dirigeantes d'arrêter les discours s'articulant autour du blâme, de la banalisation, du déni en tenant l'employé comme seul responsable de ce qui lui arrive en évoquant des problèmes personnels ou des incompétences professionnelles.

Il y a lieu avant tout de se rencontrer, d'échanger entre tous les acteurs concernés, qu'ils soient travailleurs, managers, décideurs politiques, instances syndicales, membres de l'entourage ou professionnels de la santé. C'est le but recherché par la Ligue Belge de la Dépression lors de l'organisation de ces Forums annuels (22 novembre). ●

Docteur Patrick Mesters

Neuropsychiatre et directeur
« European Institute for Intervention and Research
on Burn Out »

www.ligue-depression.org



Ce sujet vous intéresse ?

Beci et la Ligue Belge de la Dépression, en collaboration avec le Dr Patrick Mesters, organisent une demi-journée de séminaire interactif sur le thème :

« Dépressivité, Dépression et monde du travail »
le 29 janvier 09 de 14h à 16h30

Objectifs : acquérir une connaissance sur la nature de la dépression au travail. Les participants apprendront les techniques de base pour approcher les personnes concernées par le problème.

Public cible : Responsable des Ressources Humaines, médecins du travail, direction de personnel, responsable des ventes, responsable management, responsable de la communication interne, responsable de services sociaux

Programme

- o Qu'est ce que la dépression ?
Les symptômes, les causes biologiques, psychologiques et celles liées à l'environnement. Les traitements. L'importance du stress chronique et de l'épuisement professionnel
- o Les coûts pour l'entreprise
- o Exercices pratiques : évaluation de la situation, comment gérer ?
- o Bibliographie, liens et adresses utiles, relais associatifs

Plus d'infos : Frédéric Simon

T 02 643 78 7 ou fs@beci.be



L'atout maître dans la correspondance commerciale journalière.

Avec Swiss Post International, découvrez le moyen le plus sûr d'expédier quotidiennement à l'étranger votre correspondance, vos factures, offres ou extrait de compte : Business Mail International. Ce service d'une grande fiabilité et aux conditions avantageuses vous apportera à coups sûrs la certitude que tous vos envois seront remis à leur destinataire. Besoin d'un conseil personnalisé ?

Contactez nous au 078 15 21 45 ou sur
www.swisspost.be

SWISS POST



◀ DISTRIBUTION DE BÉNÉFICES DE LA SOCIÉTÉ

Quelle est la solution fiscalement la plus avantageuse?

La caractéristique la plus importante d'une société est qu'elle existe en tant qu'entité juridique indépendante. La société dispose d'un patrimoine distinct de celui de ses actionnaires. En tant qu'actionnaire majoritaire et gérant/administrateur d'une société, il est dès lors impossible de retirer des éléments du patrimoine de cette dernière sans suivre une procédure juridique particulière et sans en supporter les conséquences fiscales.

Voici un aperçu d'un certain nombre de possibilités.

Diminution de capital

Remboursement de capital libéré aux actionnaires:

- neutralité fiscale dans le chef de la société
- non imposable au titre de l'impôt des personnes physiques : les fonds apportés à la société peuvent en être retirés sans faire l'objet d'une imposition.

Exemple : diminution de capital de 10.000 EUR

société	
diminution de capital:	10.000 EUR
impôt des sociétés:	- 0 EUR
net:	10.000 EUR
actionnaire	
remboursement brut de capital:	10.000 EUR
impôt des personnes phys./PM:	- 0 EUR
revenu net:	10.000 EUR
Rendement:	100 %

Attribution d'un dividende

Distribution de bénéfices sous forme de versement d'un dividende:

- le bénéfice est d'abord soumis à l'impôt des sociétés (max. 33,99 %)
- montant diminué du précompte mobilier: 15 % ou 25 % = prélèvement final au titre de l'impôt des personnes physiques

Exemple : versement d'un dividende de 10.000 EUR (après déduction de l'impôt des sociétés)

société	
coût brut du dividende:	10.000 EUR
économie d'impôts:	- 0 EUR
coût net du dividende:	10.000 EUR
actionnaire	
dividende brut:	10.000 EUR
précompte mobilier:	- 2.500 EUR
produit net:	7.500 EUR
Rendement:	75 % (ou 85 % si le PM est de 15 %)

Rachat d'actions propres

La société peut «racheter» des actions d'un actionnaire. L'annulation de parts achetées sera comptabilisée sur le capital libéré et/ou sur les réserves. Le dividende est sou-

mis à la perception d'un précompte mobilier de 10 %. Cette diminution du capital est considérée comme un dividende dans le chef de la société.

Exemple : rachat d'actions propres d'un montant de 10.000 EUR (à imputer sur les réserves)

société	
distribution de bénéfices:	10.000 EUR
économie d'impôts:	- 0 EUR
coût net pour la société:	10.000 EUR
actionnaire	
dividende brut:	10.000 EUR
précompte mobilier:	- 1.000 EUR
produit net:	9.000 EUR
Rendement:	90 %

Liquidation

En cas de liquidation de la société, les plus-values latentes et les réserves immunisées sont imposables au titre de l'impôt des sociétés.

Le précompte mobilier de 10 % est prélevé sur les sommes que l'actionnaire reçoit en plus du capital fiscalement versé = prélèvement final au titre de l'impôt des personnes physiques

Exemple : versement issu de la liquidation - versement de 10.000 EUR (à imputer sur les réserves) (après déduction de l'impôt des sociétés)

société	
distribution de bénéfice:	10.000 EUR
économie d'impôts:	- 0 EUR
coût net pour la société:	10.000 EUR
actionnaire	
dividende brut:	10.000 EUR
précompte mobilier:	- 1.000 EUR
produit net:	9.000 EUR
Rendement:	90 %

Attention: Les distributions de capital ou de dividende peuvent avoir une influence sur le calcul des intérêts notionnels. ●

Thierry Dekoker et Dominique Delière

Deloitte
Fiduciaire



◀ DROIT DU TRAVAIL

Se former pour s'épanouir au travail : une chance ?

Aujourd'hui, le travail n'est plus considéré comme une fin en soi, mais comme un moyen parmi d'autres de réalisation de soi. Un meilleur équilibre entre l'investissement et la satisfaction au travail et une plus grande mobilité professionnelle sont les nouvelles tendances. En quoi la formation constitue-t-elle une réponse à ce nouveau défi ?



La formation, un des moyens de s'épanouir au boulot

L'épanouissement de l'être humain au travail est défini comme la liberté de l'individu à développer sa personnalité. C'est aussi le droit de déployer ses capacités humaines, principalement professionnelles.

En droit du travail, l'épanouissement comprend donc une double dimension. Une dimension générale : la liberté pour tout travailleur de jouir du temps et des revenus du travail pour déterminer librement sa personnalité, et impliquant une obligation de 's'abstenir' à charge de l'employeur. Une dimension spécifique : le droit pour tout travailleur de disposer de la faculté et des moyens nécessaires et suffisants pour développer ses capacités humaines, dont ses aptitudes professionnelles et impliquant une obligation de 'faire' à charge de l'employeur.

Qu'est-ce que le droit à la formation ?

Le droit à la formation constitue probablement le moyen par excellence de l'épanouissement de l'être humain au travail. La formation permet, d'une part, de développer ses aptitudes au travail et, d'autre part, elle ouvre à cha-

cun une plus grande liberté de choix : choix de suspendre une situation de travail indésirable en partant en formation, choix d'une autre activité professionnelle. Plus généralement, elle facilite l'adaptation aux changements du monde du travail. La formation est aussi un moyen de reconnaissance par les autres, notamment par l'employeur et les pouvoirs publics. Cette reconnaissance se traduit en droit par une formation diplômante et par la validation des connaissances dans l'entreprise.

Le droit au congé-éducation payé

Le droit du travailleur au développement de ses aptitudes est intégré en droit belge, par la reconnaissance juridique pour tout travailleur, du droit d'améliorer et d'élargir ses qualifications entrant dans le champ d'une activité professionnelle (Convention O.I.T. n°140, loi du 22 janvier 1985).

Durant la formation, le travailleur bénéficie de la faculté de s'absenter, avec maintien de sa rémunération, pour suivre les cours et, à l'instar d'autres catégories de travailleurs protégées, d'une protection contre le licenciement. La formation est, légalement, assimilée à une prestation de travail. La charge de la rémunération y afférente est généralement supportée, in fine, par l'Etat.

L'application de ce droit a été consolidée par un élargissement des catégories de travailleurs concernés : naguère réservé aux travailleurs occupés à temps plein, il est dorénavant ouvert, d'abord aux travailleurs occupés à 4/5 temps, puis aux travailleurs à mi-temps. Une augmentation significative du budget a été allouée. Enfin, une simplification des démarches administratives a permis aux employeurs plus de facilités de remboursement des charges afférentes au congé-éducation.

Le congé-éducation payé constitue bien une expression du droit à l'épanouissement de l'être humain au travail, en ce sens qu'il lui ouvre le droit de développer ses aptitudes et de ne pas en être privé arbitrairement.

Les autres formations professionnelles

Les diverses réglementations régissant les formations professionnelles distinctes du congé éducation payé poursuivent plusieurs objectifs : insertion des travailleurs sans emploi, développement durable et création d'entreprises, apprentissage des nouvelles technologies et connaissances linguistiques y afférentes, amélioration de la qualification professionnelle, satisfaction des besoins collectifs non suffisamment rencontrés dans le circuit du travail régulier, perfectionnement pratique d'une formation théorique en vue de résorber le chômage, amélioration de la capacité professionnelle requise pour accéder à une formation salariée...

Le droit à la formation et égalité des chances

L'épanouissement de l'être humain au travail incite à repenser le rôle de la formation dans notre société. Placer le choix individuel de la formation au centre des raisons d'être de la formation professionnelle est fondamental, non seulement pour des raisons éthiques, mais aussi parce que les entreprises et la société dans son ensemble ne sauront profiter des compétences des salariés sans leur adhésion et leur motivation personnelle. ●

Bernadette Smeesters
CeRP/ULB, IFAG

D'après « Le droit à l'épanouissement de l'être humain au travail. Métamorphoses du droit social », Ciestar A., Nayer A. et Smeesters B. (2007), Bruxelles, Ed. Bruylant



Retrouvez sous cette rubrique toutes les photos des événements organisés par BECI

Beci Night 2008

**EMMANUEL VAN INNIS,
PRÉSIDENT DE BECI**

« Oui à la réforme de l'Etat, non à la scission du pays »

« Les chefs d'entreprise bruxellois sont en faveur d'une réforme de l'Etat au service des entreprises et des citoyens de notre pays, pour lutter contre la dispersion des compétences et responsabiliser les différents niveaux de pouvoir. Mais la scission du pays n'est pas une option pour nous. La fin du pays serait une menace pour notre prospérité, notre rôle de capitale de l'Europe et de centre de localisation d'institutions internationales ». C'est en ces termes forts qu'Emmanuel van Innis, nouveau Président de Beci, s'est exprimé à l'occasion du premier anniversaire de Beci.

Le Président de Beci a rappelé que Bruxelles est le moteur de l'économie belge et de loin, le principal générateur de richesses et d'emplois de notre pays. « Bruxelles est la vitrine internationale de la Belgique », a souligné Emmanuel van Innis, en rappelant les objectifs de l'ambitieux projet initié par les quatre organisations patronales du pays : FEB, UWE, VOKA et BECI, et qui sera présenté le 19 novembre 2008. Ce plan, le « Business Route 2018 for Metropolitan Brussels », devrait définir les axes socio-économiques de Bruxelles pour les 10 prochaines années à venir.

Le Président de Beci demande au monde politique de faire preuve de vision et de leadership, surtout en cette période où la crise du crédit risque de générer une récession économique mondiale: « La crise profonde que nous traversons nous oblige à revoir certains dogmes. Un déficit budgétaire est ainsi acceptable, pour autant que les autorités utilisent ce déficit dans des investissements d'infrastructures ou pour anticiper les charges du futur. »

Faisant référence au budget 2009, Emmanuel van Innis demande : « Que fait-on pour améliorer notre compétitivité et pour attirer les investissements en Belgique. Je m'étonne de mesures budgétaires qui portent directement atteinte à la compétitivité de notre aéroport national, ou encore qui frappent les secteurs qui ont le plus investi dans notre pays. »

« Mais nous devons rester positifs », insiste le Président de Beci : « La crise frappe durement mais nous ne pouvons pas oublier nos atouts fondamentaux. Economie de la connaissance, recherche & développement, enseignement & formation doivent plus que jamais être renforcés. Il est de notre devoir de jouer de ces atouts pour sortir plus forts de cette crise. »



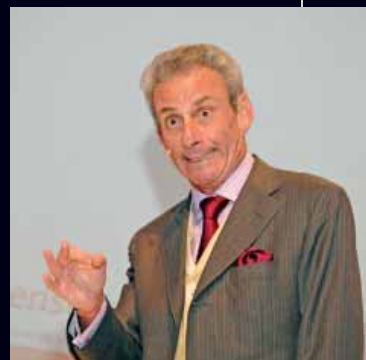
Cette année le talk show de la BECI Night était placé sous le signe du leadership



La Région de Bruxelles-Capitale, la Belgique et l'Europe réunies, le message est clair



Photo-souvenir des deux présidents de Beci autour du ministre Cerexhe



René Zayan,
Professeur
à l'UCL
illustrant le
comportement
gestuel et facial
de l'homme



Adrienne Axler, General Manager Sodexho Pass Belgium, retrace son parcours atypique sous le regard attentif de Benoît Cerexhe et Etienne de Callataÿ (Banque Degroof)



Illustrations en direct par Pierre Kroll

La BECI Night a rassemblé près de 400 participants.
Public attentif qui plus est !



Place au walking dinner,
le buffet est ouvert !



Anne Gérard, de Creative Bizness et Sam van de Kerckhof, de Meeting Time, coordinateur de la soirée Beci Night 2008.



Olivier Willocx (BECI) et Jean Luc Masschelein (Mensura) tout sourire.



www.jobdays.eu



INTERVIEWS D'EMBAUCHE IMMEDIATES!

*Vous êtes à la recherche de candidats?
Recrutez-les à partir de 500€ tout compris!*

Vendredi 12 décembre

Métiers concernés:

INFORMATIENS, TECHNICIENS, INGENIEURS

en collaboration avec:



Venez aussi pour le **<DevDay>** Espace spécial développeurs!

Organisé avec:  et 

*Au Diamant Center
80, Boulevard A. Reyers - 1030 Bruxelles
De 10h à 18h*

Pour plus d'informations: www.jobdays.eu - ou 02/346.38.00

Une initiative de:



Avec la collaboration de:



Et le soutien de:





Square vous fixe rendez-vous

A partir de septembre 2009, SQUARE, le Palais des Congrès nouvelle version, accueillera chaque année plus de 250.000 visiteurs internationaux et belges. Depuis le début des travaux, fin mai 2007, 200 professionnels du bâtiment y travaillent quotidiennement. Les environs du futur centre de congrès sont aussi soigneusement préparés. Des négociations sont en cours avec les exploitants d'établissements horeca originaux, de press shops et de fleuristes pour occuper les 500m² de la rue du Mont des Arts et de la rue d'Arenberg. Une brasserie, aménagée par Arne Quinze, sera accessible à tous à l'intérieur de SQUARE. Côté ambiance lumineuse, Roland Jéol, expert de renommée mondiale, est en train d'établir un plan d'éclairage unique pour le parc de l'Albertine et ses environs. L'exploitation de SQUARE fait l'objet d'un contrat de collaboration entre le maître d'œuvre SA Palais des Congrès et son partenaire GL events, un groupe français qui gère une trentaine de centres de congrès et de conventions dans le monde, de Barcelone à Shanghai, et qui s'est forgé une longue expertise dans l'organisation d'événements. La filiale GL events Brussels a été créée en mai 2008. Rendez-vous le 20-09-2009 à 20h09... En attendant, vous pouvez vous balader sur www.square-brussels.com

Téléchargez vos musées préférés

Que vous parliez suédois, grec, espagnol, arabe, chinois ou simplement néerlandais ou français, il est désormais possible de découvrir les musées bruxellois dans votre langue maternelle ! Sur le tout nouveau site www.museumtalks.be, vous trouverez plus de 100 MuseumTalks, des commentaires brefs et personnels sur des objets issus des collections de musées bruxellois, avec l'éclairage de visiteurs de musées célèbres et moins connus.

Tous les MuseumTalks peuvent être écoutés online via le site et sont téléchargeables gratuitement vers le gsm, l'iPod ou le lecteur mp3. Grâce à cette nouveauté, vous pouvez tranquillement déambuler dans nos musées, tout en restant devant votre ordinateur. Vous pouvez aussi choisir de créer votre liste de commentaires et partir faire vos visites avec votre audioguide personnalisé ! Il existe des MuseumTalks pour 35 musées et dans 25 langues différentes.

www.museumtalks.be

DIXIT

« Lorsque l'on m'a demandé de décorer l'hôtel Amigo, j'ai pensé « Oh mon Dieu, Bruxelles, quel ennui ! ». Mais quand j'ai commencé à me balader aux alentours du Sablon, j'ai réalisé que c'était tout sauf une ville ennuyeuse(...). Mon amour pour Bruxelles est devenu entretemps si grand que je viens toujours ici pour acheter des objets de décoration ou des antiquités. Aussi bien pour ma maison que pour les hôtels dont je réalise le design. Je remarque d'ailleurs que les décorateurs et designers britanniques sont en train de découvrir Bruxelles. Avant, ils allaient tous faire les puces à Paris, maintenant ils voyagent aussi en Belgique. Mais je ne vais pas trop fanfaronner à propos de Bruxelles parce que je constate que le « tourisme d'antiquités » commence à fermement se développer. »

Olga Polizzi, hotel designer, dans Sabato

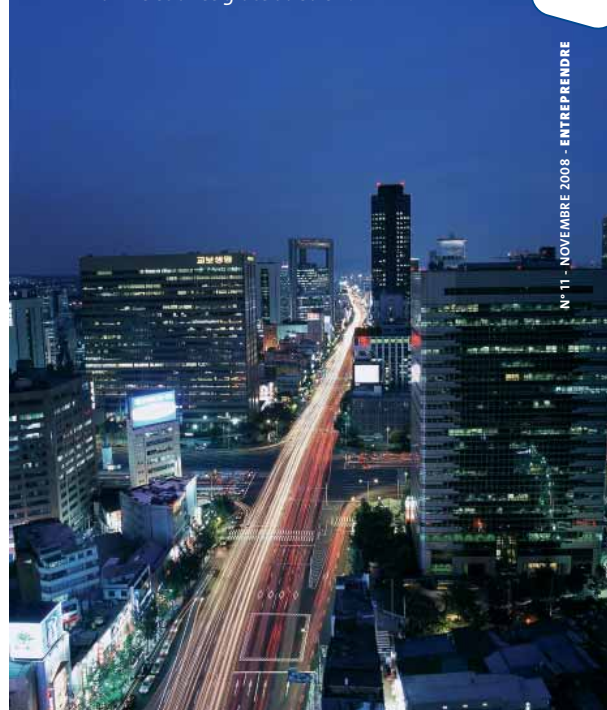


Une idée lumineuse !

Société bruxelloise, Sun Energy System a été créée par Jean-Marie Thauvoye et Dominique Dupriez, séduits il y a deux ans par un projet de lampadaire solaire destiné aux parcs et aux jardins. Le produit qu'ils ont conçu présente une composante innovante qui leur a permis d'obtenir un brevet européen en avril dernier. Car contrairement aux autres lampadaires solaires, le Lumisolar se distingue par sa compacité. En effet, l'ensemble des composantes, y compris les batteries, se trouvent à l'intérieur d'un monobloc. Le produit est donc totalement autonome par rapport au réseau électrique. Il n'est pas nécessaire de tirer des lignes électriques. Facile à installer, il requiert peu de main d'œuvre.

Plus d'infos : Sun Energy System : dominique.dupriez@lumisolar.com ou jmthauv@hotmail.com - www.brusselsgreentech.be

La ville éclairée grâce au soleil ?



8,24 %

des travailleurs belges ont quitté volontairement leur entreprise en 2007, d'après une enquête de Securex

COUP DE POUCE

Beci et ACTIRIS aident les demandeurs d'emploi à trouver un stage

Beci et ACTIRIS collaborent au lancement d'un projet unique dont le but est d'aider les demandeurs d'emploi à trouver un stage dans des entreprises bruxelloises. Si le stage se déroule bien, le chômeur pourra, à l'issue d'une formation, effectivement décrocher un emploi. « La base de données des lieux de stage sera disponible en ligne dès novembre », annonce Emmanuelle Van Heemsbergen (ACTIRIS).

A quels chômeurs s'adresse le projet de stage ?

Les stages sont ouverts à tous les chômeurs bruxellois. Ce projet s'inscrit dans une situation d'urgence car d'après les derniers chiffres, le taux d'emploi à Bruxelles atteint 54,8% et est très inférieur à la moyenne européenne (65,4%). Emmanuelle Van Heemsbergen (ACTIRIS) : « Le projet de stage en entreprise élaboré par Beci et Actiris découle du "Plan d'action pour les jeunes bruxellois", présenté par le Gouvernement bruxellois et les partenaires sociaux au printemps de cette année. Cependant, nous n'excluons personne : jeunes et moins jeunes, personnes avec peu de ou sans qualification... tout un chacun est le bienvenu pour suivre une formation au sein des entreprises bruxelloises. »

Pourquoi Beci et les entreprises bruxelloises travaillent-elles main dans la main ?

L'organisation patronale bruxelloise Beci s'engage à faire la promotion de ce projet auprès de ses membres. Emmanuelle Van Heemsbergen : « Beci peut compter sur une large base. Elle sensibilisera les entreprises à la création de lieux de stage. Les entreprises bruxelloises rencontrent parfois bien des difficultés à trouver du personnel qualifié, or, grâce à ce projet, les chefs d'entreprise peuvent

former les demandeurs d'emploi sur place et éventuellement, les engager par la suite. »

Quel est le rôle d'ACTIRIS ?

ACTIRIS est l'Office régional de l'Emploi et s'occupe, à ce titre, de la politique de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale. « ACTIRIS tient à apporter la meilleure réponse possible aux besoins socio-économiques propres au marché de l'emploi bruxellois, explique Emmanuelle Van Heemsbergen. Nous sommes le maillon entre les demandeurs d'emploi et les employeurs, et ce, entre autres à travers ce projet de stage. Ce dernier permet aux demandeurs d'emploi d'acquérir de l'expérience en milieu professionnel. La base de données sera opérationnelle en novembre et pourra être consultée en ligne sur le site internet d'ACTIRIS. »

Pourquoi aura-t-il fallu attendre si longtemps avant la création d'un projet de stage comme celui-ci ?

Emmanuelle Van Heemsbergen : « La Convention d'immersion professionnelle offrait déjà un cadre légal : la loi prévoyait un stage assorti d'une petite indemnité à verser au stagiaire. Par ailleurs, la Convention prévoyait aussi que le plan de formation devait être agréé. Or, le cadre juridique restait assez flou sur

ce point et ne stipulait pas qui devait assumer cette responsabilité. Ce problème est aujourd'hui résolu. »

Que gagne un stagiaire ?

Emmanuelle Van Heemsbergen : « La nouvelle convention se base sur ce que gagnent des élèves-stagiaires en milieu professionnel. A 18 ans, l'indemnité s'élève à 558,60 euros par mois ; à 21 ans, cette indemnité minimum est portée à 681,24 euros par mois. Aucune durée spécifique n'a été fixée pour les stages : ceux-ci se terminent lorsque la formation sur le terrain est achevée. La durée de formation doit néanmoins être prévue et convenue avant le début du stage. » ●

Roel Veyt



Emmanuelle Van Heemsbergen
Communication
opérationnelle Direction
Employeurs
www.actiris.be



Grâce à 200 points de diffusion disséminés dans 390 entreprises à Bruxelles, les présentoirs Bizzbox diffusent l'information économique et institutionnelle des acteurs bruxellois. Créé en association avec Beci, le réseau veut renforcer les relations entre institutions de la capitale et promouvoir l'activité économique bruxelloise. La rubrique Bizzbox News entend renforcer cet objectif.



FOCUS – Brussels Days le BITC en tournée

Paris, New-York, Madrid, Milan, Berlin. Ces 5 villes ont été choisies par le BITC, Brussels International – Tourism & Congress, pour y présenter la multiplicité bruxelloise aux acteurs locaux du tourisme et des affaires. Ce mois d'octobre, c'est à Berlin que le BITC a emmené bureaux d'architectes et du design, restaurateurs, hôteliers, opérateurs touristiques, modistes et créateurs... jusqu'aux DJ bruxellois.

Objectif ? Attirer l'attention sur le potentiel surprenant de la Région bruxelloise et marquer les esprits par ce que l'on connaît peut-être moins mais qui représente une différence concurrentielle attractive de notre ville-capitale.

La formule des Brussels Days, nom donné à ces actions, est aussi simple qu'efficace. Une date. Une thématique fondatrice et trait d'union du programme. Une présentation dynamique de l'attractivité de notre ville par les trend-setters bruxellois. Et un programme dynamique (fashion show, dégustation, workshops, DJ party...).

Citymarketing pour Bruxelles ?

Afin de créer une offre cohérente, permettant une image forte et non-diluée, le BITC appuie sa stratégie du plaisir sur trois piliers-ombrelles. Tout d'abord, ce qui fait la vie culturelle à image internationale : la BD, l'Art Nouveau, les festivals et fêtes populaires, mais aussi les boutiques et les créateurs. Ensuite l'Art de vivre bruxellois : les parcs et jardins, cafés et terrasses, la gastronomie, etc. Enfin, la ville-capitale par excellence (institutions belges, européennes et internationales).

Les Brussels Days sont une concrétisation proactive de cette stratégie du BITC. Après Berlin, d'autres destinations suivront encore. Les sociétés bruxelloises qui y participent sont aussi celles qui, au bout du compte, profiteront du renforcement de Bruxelles en tant que destination d'affaires et de loisirs. Hôtel Bloom, tourisme culturel à thème « Voir et

Dire », Bozar, Brussels Airlines, Square (Brussels Meeting Center), Modo Bruxellae, Design in Brussels, plusieurs bureaux d'architecture, Anne-mie Verbeke... chacun y a l'occasion de montrer le meilleur de lui-même et, par là, le meilleur de Bruxelles. ●

www.brusselsinternational.be ou
www.brusselsday.be

L'ENTREPRISE DU MOIS

COURS MELIUS

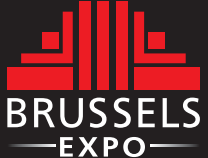
Trouver des collaborateurs polyvalents, dont les compétences administratives couvrent la gestion financière et commerciale, la communication et une bonne maîtrise de l'outil informatique et des langues n'est pas chose aisée ! La formation en Gestion et Communication du COURS MELIUS se distingue par sa courte durée (un an) et son approche concrète et 100% axée vers le monde des entreprises. Preuve d'efficacité ? L'école se voit adresser chaque année 3 fois plus d'offres d'emploi qu'il n'y a d'étudiants, et on vient y recruter des Assistant(e)s de Direction et Office Managers sachant faire face aux défis de la gestion journalière ou assurer des missions spécifiques, telles que l'organisation d'événements, la communication interne ou externe.

www.melius.be

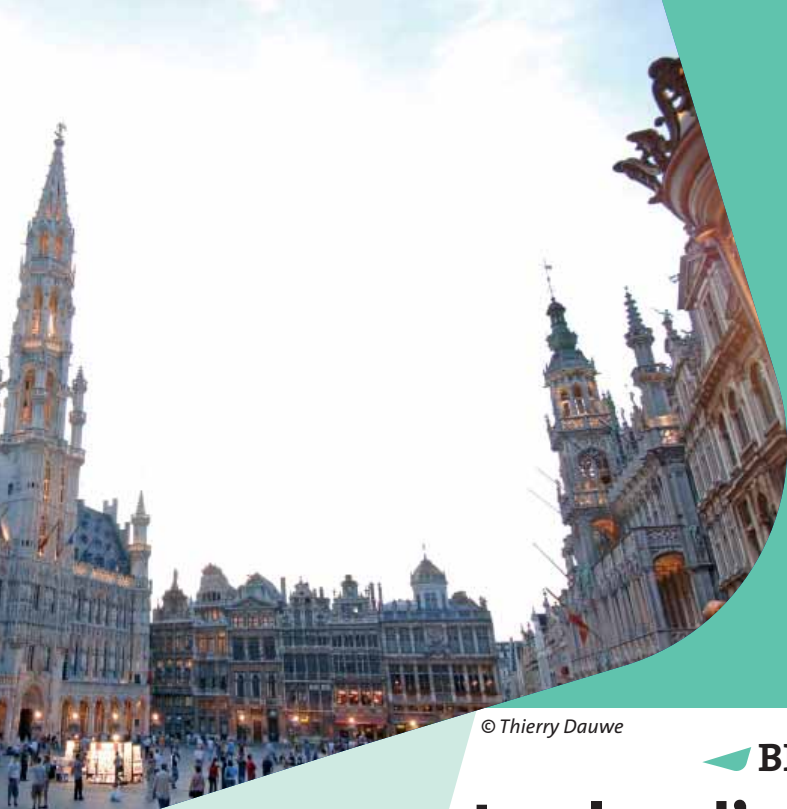
T 02 734 31 49

Bizzbox y est présent !

BRUSSELS EXPO

The logo for Brussels Expo, featuring a stylized red building facade with several vertical bars of varying heights, and the text "BRUSSELS EXPO" in white capital letters below it.

visit.brussels-expo.be



- Le plan d'action pour Bruxelles métropole est sur les rails 43
- Fer de lance 1 : Bruxelles, votre ticket pour l'Europe 48
- Fer de lance 2 : Mettre en évidence les atouts de Bruxelles dans l'économie mondiale 50
- Fer de lance 3 : Promouvoir Bruxelles comme ville bouillonnante 55
- Vers un climat positif pour un développement économique durable 58

© Thierry Dauwe

BRUXELLES, PÔLE D'ATTRACTION

DOSSIER Le plan d'action pour Bruxelles métropole est sur les rails !

Le 19 novembre, les chefs d'entreprise belges ont présenté le « Business Route 2018 for Metropolitan Brussels », leur plan d'action pour la région métropolitaine bruxelloise. Objectif: repenser, définir et développer les atouts de Bruxelles et son hinterland. BECI et les autres organisations patronales, VOKA, FEB, et UWE, s'associent ici autour d'une vision qui entend dépasser les frontières régionales.

Brussels Metropolitan Region (BMR), trois mots ou trois lettres dont les entrepreneurs risquent d'entendre reparler à l'avenir. Présenté à la presse et aux autorités politiques le 19 novembre, le « Business Route 2018 for BMR » est un projet à l'ambition sans précédent: plus de 150 chefs d'entreprises belges rassemblés autour de la table, dix secteurs stratégiques sélectionnés, quatre organisations patronales impliquées et trois régions concernées.

Une initiative du monde patronal

Chapeauté par BECI, VOKA, la FEB et l'UWE, le Business Route 2018 est une initiative portée par les entreprises elles-mêmes, soucieuses de l'avenir socio-économique de Bruxelles et de son hinterland. Il formule une vision censée être à la fois concrète et ambitieuse, qui sort des cadres régionaux habituels. «Nous proposons un projet à moyen long terme,

qui porte sur 62 communes, explique Karel Lowette, président du Comité VOKA de Bruxelles et vice-Président de Beci. Cela comprend la région bruxelloise, les arrondissements de Nivelles et de Halle-Vilvorde. »

«La démarche vise clairement une approche globale de la réalité du Bruxelles métropolitain, à laquelle les entreprises doivent contribuer, précise Emmanuel van Innis, Président de Beci. Dans l'ensemble de l'entité, nous avons identifié les aspects véritablement essentiels, qu'ils soient économiques ou sociaux, pour pouvoir les renforcer par la suite. Exploiter au mieux les atouts de Bruxelles pour les entreprises ou créer un environnement qui résolve le chômage à Bruxelles représente deux aspects d'une même problématique. Ils appellent souvent les mêmes solutions. Or, celles-ci passent nécessairement par une réelle coordination qui aille au delà des 19 communes».

Des territoires naturellement imbriqués

Le projet brasse large. L'avenir économique de la BMR (Brussels Metropolitan Region) se pose ici en termes de fiscalité, de formation, de logistique, de mobilité... mais aussi de culture et d'image. Il concerne des territoires aux tissus économiques « naturellement » très imbriqués. C'est bien connu, l'économie ne s'arrête pas aux frontières des régions. Autre point et non des moindres: la nature de la portée du projet. Il s'agit d'une initiative émanant du privé, qui rassemble des entreprises sous forme de cluster. Parmi ces 10 clusters, citons les thématiques « centres économique international, de services financiers, de services aux entreprises, les pôles TIC et médias digitaux, transport et logistique, de connaissances et de formation, de soins de santé mais aussi les groupes Capitale de l'Europe, région touristique etc.

Ces groupes de réflexion ont été prési-



Business Route 2018 : une vision commune pour développer Bruxelles

dés par des chefs d'entreprise comme Philippe de Buck van Overstraeten de Business Europe, Baudouin Gillis de Carlson Wagonlit, Jean Yves Dopchie de Forum 187, Tony Mary de IP Globalnet et Luc Willame de la SDRB. « Dans nos dix clusters, les entreprises ont pu nouer des contacts, explique Karel Lowette. Des coopérations naissent et des projets communs prennent déjà forme comme dans l'informatique ou l'hôtellerie. C'est très prometteur ».

Pas question donc de rédiger un catalogue de réclamations à destination des édiles ! « Nous espérons que les régions emboîtent le pas. Les plateformes patronales restent cependant les véritables lieux de travail », estime Karel Lowette. Pour Emmanuel van Innis, Président de Beci, « ces données doivent susciter un débat constructif avec les parties intéressées, et en particulier avec le monde politique ». Au final, quarante à cinquante initiatives sont incluses dans le Business Route 2018 (à découvrir dans les pages suivantes de ce dossier spécial), compilées dans un projet d'avenir qui se veut « cohérent, clair, parlant, facilement identifiable, brandable ».

A l'origine : le pacte de solidarité

Coordination est un mot qui explique à lui seul cette initiative unique. L'origine du Business Route remonte en effet à la signature du pacte de solida-

rité entre les trois régions, il y a un an. Pour rappel, la réforme visait à la création, d'ici dix ans, de 500.000 emplois, dont la moitié en Flandre, 150.000 en Wallonie et 100.000 à Bruxelles, histoire de parer au défi des pensions. Dans ce cadre, VOKA et BECI, suivis de l'UWE et de la FEB, ont pensé à transposer le Business Route Plan appliqué avec succès à Anvers. D'autres initiatives analogues existaient déjà entre la Belgique et les pays limitrophes, à l'exemple de la zone Courtrai-Tournai-Lille ou Hasselt-Maastricht-Aix-la-chapelle. « Le pacte de solidarité représentait une première étape dans la concertation, rappelle Emmanuel van Innis. Aujourd'hui, nous passons à l'offensive. Nous partons des constats dressés par les consultants Basel BAK et Mc Kinsey, qui portent sur la situation de la BMR comparée aux autres métropoles européennes ».

Bruxelles, ville trop sérieuse

D'après Basel BAK en 2007, la BMR passerait à côté de nombreuses opportunités de croissance. La société pointe en particulier un déficit d'image sur le plan international, en matière de qualité de vie, de culture et de loisir. A force de s'identifier à l'Europe, l'image de Bruxelles tend à souffrir des mêmes maux que les institutions européennes. En clair, pour ceux qui ne la connaissent pas, la ville paraît froide, bureaucratique et distante, en un mot : sérieuse. Or sur un plan mondial, le personnel international très qualifié, vital pour les quartiers généraux européens, y est très sensible. A l'ère de l'entreprise en réseau, Bruxelles et son bassin d'emploi doit également lutter avec des concurrents lointains : l'image de Barcelone et ses Ramblas, Dublin et ses bars, Amsterdam et ses canaux libertins, attirent les entreprises bien davantage que par leurs strictes facilités économiques.

La renommée de ces cités habilement markettées déteint sur l'intérêt des touristes comme des multinationales. Faute d'image suffisamment attrayante, les secteurs du tourisme, de l'Horeca et des transports en BMR paraissent sous-représentés à l'échelle européenne, malgré un potentiel évident. Ces secteurs offriraient pourtant des opportunités d'emploi aux moins qualifiés. Le Business Route 2018 évoque ainsi certaines initiatives destinées à relever le niveau de formation existant. Pour l'heure, la flexibilité et la mobilité sur le marché du travail font encore défaut, comparé aux autres régions européennes.

« Les Brabant wallon et flamand et Bruxelles gagneraient à mieux se concerter. Nous sommes trop proches et dépendants. Cette réalité, que toutes les entreprises connaissent, a encore du mal à passer dans l'opinion ou auprès des autorités. On ne saisit pas assez que Bruxelles représente 30% du PIB de la Belgique ».

Emmanuel van Innis

Changez de regard

sur vos bureaux

Votre bureau
en Belgique
à partir de
9,99 €
par jour !*

**Bureaux
tout équipés**

**Surfaces et durées
de location flexibles**

**Salles de réunion
immédiatement
disponibles**

8 adresses en Belgique, 950 dans le monde

* L'offre s'applique pour un nouveau contrat de bureau de minimum 3 mois et maximum 12 mois dans le centre d'affaires Regus Brussels Airport à Diegem signé avant le 30 novembre 2008 et soumise à disponibilité. Hors services additionnels et frais d'installation, une seule offre par entreprise, non cumulable avec d'autres promotions en cours. Les conditions de vente Regus s'appliquent à cette offre. Prix par poste de travail, hors TVA.

0800 97 282 regus.be

Compétitivité et concertation

D'après BAK, Bruxelles ne manque cependant pas d'atouts. Basel BAK considère la métropole comme un hub pour les services financiers et commerciaux à forte valeur ajoutée. Sa position centrale représente une carte maîtresse. Une forte proportion de personnel très qualifié est relevée. Sur 15 régions métropolitaines européennes, Bruxelles métropole est numéro un en productivité. Pour l'étude, il s'agit de continuer à attirer à l'avenir ce personnel international, malgré la pression fiscale et le déficit d'image de la zone. En arrière-plan, la « guerre des talents » se dessine au niveau mondial.

La crainte est réelle de voir survenir des difficultés à l'avenir pour attirer des talents à l'échelle mondiale, faute d'image de marque assez forte. La situation s'avère par exemple inverse à Barcelone. Des hauts-potentiels venus de toute l'Europe se rejoignent dans ce qui est devenu un carrefour erasmus international. Le tissu économique de PME de cette région peine cependant à offrir des débouchés à la hauteur de leurs profils. Le rayonnement de l'image de la BMR est donc devenu en enjeu stratégique pour les entrepreneurs. «La BMR entend développer trois atouts maîtres: nous sommes le siège d'institutions de premier ordre. Notre caractère international et cosmopolite est plus fort que dans n'importe quelle ville européenne et nous comptons parmi les plus qualifiés et productifs», indique Emmanuel van Innis.

Difficile concurrence

Mais la concurrence n'en reste pas moins vive: au nord se trouve la Randstadt hollandaise constituée d'Amsterdam, Rotterdam et Maastricht, à l'Ouest et par-delà la manche, le grand Londres, au Sud, la région parisienne et à l'Est, la Rhur. Ces régions disposent toutes d'importantes infrastructures, de grands marchés, de salariés très qualifiés etc. Des concurrents de taille qui ont compris l'intérêt de dégager des synergies avec leur hinterland. Elles s'affichent comme autant de têtes de pont vers

un marché, une région, des clusters d'entreprises, un bassin d'emploi... Or la BMR se heurte ici à des obstacles politiques.

«L'évidence s'impose d'une meilleure concertation entre régions en ce qui concerne Bruxelles. Rien qu'au niveau des infrastructures, 85% du ring se situe en dehors du territoire de la région bruxelloise. Pour le RER par exemple, les emplacements de parking n'ont pas été prévus en suffisance dans le Brabant wallon. Sans coopération, on va droit dans le mur», continue Emmanuel van Innis, qui rappelle par ailleurs l'existence de 450.000 navetteurs chaque jour. «A bien des niveaux, les Brabant wallon et flamand, les deux provinces les plus riches du pays, et Bruxelles gagneraient à mieux se concerter. Nous sommes trop proches et dépendants. Cette réalité, que toutes les entreprises connaissent, a encore du mal à passer dans l'opinion ou auprès des autorités. On ne saisit pas assez que Bruxelles représente 30% du PIB de la Belgique».

Prise de conscience

Même constat pour l'architecte Karel Lowette qui souligne par exemple la nécessité de coordonner les réglementations urbanistiques entre les régions. Le VOKA a même proposé via la BMR que les entreprises aient la possibilité de traiter en anglais avec l'administration. L'importance d'une digitalisation des formalités administratives sera aussi évoquée dans le plan d'action. Karel Lowette n'en reste pas moins optimiste: «En

Flandre, la prise de conscience sur l'importance de Bruxelles, au cœur de l'économie flamande, gagne en importance chez les entrepreneurs. Même sur un an, cela se remarque. Côté concertation, un effort de sensibilisation est encore nécessaire. On envisage par exemple, la construction de deux centres commerciaux à moins de 5 kilomètres de distance au Heysel et à Vilvorde. Pourquoi ne se met-on pas autour de la table?».

Pour Emmanuel van Innis, le risque serait grand de se reposer sur ses lauriers, ou d'aller trop loin dans les querelles politiques. «Si la concertation entre les régions est au centre de notre projet, ce n'est pas un hasard. Ce n'est pas une notion abstraite d'efficacité économique. Pour donner un exemple, le statut de siège des institutions européennes, vital pour un bassin qui compte 750 000 emplois, est plus précaire que ne le pense certains. Un des arguments qui ont porté l'installation de l'Europe était l'entente entre les communautés. Vienne, Berlin ou Bonn font maintenant valoir leur proximité avec le centre d'une Europe qui s'est déplacé vers l'est. Or, on ne perçoit pas assez à quel point les institutions, Europe, Otan... sont vitales pour la Belgique. La présence des quartiers généraux des multinationales en dépend. Sans les institutions, on reviendrait en 1958»... ou ailleurs. Il était donc temps de se retrouver autour d'un projet commun. ●

Harold Schuiten

Concrétiser les projets

Avec la présentation du Business Route 2018, les organisations patronales entendent élargir le cercle des entreprises intéressées à la réalisation des objectifs. Il s'agit de n'être ni trop spécifiques, ni trop vagues, histoire de garder suffisamment de marge de manœuvre. Deux personnalités, un président et un administrateur délégué, devraient représenter la nouvelle structure destinée à coordonner l'ensemble. Objectif: nourrir le dialogue entre les parties prenantes et concrétiser les projets. Le plan d'action entend donner un cadre structurel aux projets. Il favoriserait les synergies entre centres de connaissances, entreprises et organisations professionnelles. Une vision et des projets concrets portés par les entreprises auront d'autant plus de chances d'influer sur l'agenda politique. Dans ce but, le Business Route 2018 entend aller bien au delà d'une approche purement économique.



Quel avenir pour votre entreprise à la fin de votre carrière ?

Profitez de notre expertise en matière de successions.

Envoyez-nous un e-mail à l'adresse info.familybusiness@ing.be

En tant que propriétaire et dirigeant d'une entreprise familiale, vous serez tôt ou tard confronté à la problématique de la succession et de ses conséquences fiscales et financières. Comment concilier les intérêts personnels et ceux de la société ? Quel rôle ont les enfants ? L'un d'entre eux prendra-t-il la direction ?

Que feront ceux qui ne sont pas actifs dans la société ? Quel sera l'impact sur le patrimoine familial ? Pour trouver les meilleures réponses à toutes ces questions lors de la procédure de transmission, mieux vaut avoir une personne de confiance à vos côtés. C'est précisément ce que vous proposent les spécialistes ING : une écoute attentive, des conseils avisés et des solutions qui ne se cantonnent pas au domaine bancaire pour réussir au mieux votre succession.

ING vous assure une vision globale fondée sur la coopération des départements Entreprises et Private Banking.

◀ FER DE LANCE 1

Bruxelles, votre ticket pour l'Europe

La présence d'institutions internationales a été déterminante pour la croissance et la prospérité de la BMR. Cette position unique n'est cependant plus acquise. Aujourd'hui, nous devons faire jouer nos atouts de capitale européenne avec plus de fermeté, tant en direction des institutions internationales que des multinationales du monde entier.

Vision : d'ici 2018, la BMR doit devenir...

- **Le cœur battant de l'Europe**, tant au niveau culturel qu'au niveau économique. La dimension européenne de la BMR doit être clairement visible dans la rue. Elle doit être indissociablement liée à l'image que nous véhiculons à l'international.
- **Le centre d'expertise** pour les affaires internationales, capable d'attirer les professionnels du monde entier qui souhaitent acquérir des connaissances sur l'UE et l'OTAN et améliorer leurs compétences en gestion interculturelle.
- **Le principal hub européen** pour les entreprises des marchés émergents comme le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

de la BMR la capitale incontestable de l'Europe. Elle veut étudier dans le détail un certain nombre de pistes :

- Inaugurer un musée d'art contemporain architecturalement audacieux en un lieu proche du quartier européen, avec la culture européenne comme thème central.
- Transformer les bâtiments des institutions européennes et d'autres services publics en véritables em-

blèmes de la culture et de l'architecture européennes.

Les événements internationaux offrent l'opportunité de promouvoir la BMR comme centre européen des affaires, de la culture et des loisirs. La Business Route 2018 étudie notamment les possibilités suivantes:

- Obtenir l'organisation d'un événement sportif ou culturel international. La Coupe du monde de football de 2018 constitue à cet égard une opportunité de taille.

- Profiter de la présidence belge de l'Union européenne en 2010 pour organiser de nombreux événements culturels ainsi que des sommets politiques et économiques.

Points d'action et projets de la Business Route

1. Acquérir de la visibilité en tant que lieu de rencontre européen

La Business Route 2018 encourage les projets d'architecture moderne pour faire



◀ Faire de Bruxelles un lieu de rencontre européen

2. Regrouper, développer et valoriser une expertise unique

La Business Route 2018 prévoit des plans concrets afin de mieux valoriser notre expertise en matière de questions internationales :

- **Centre de compétences pour les affaires européennes et de l'OTAN.**
Le centre doit rassembler des spécialistes

« En tant que capitale de l'Europe, Bruxelles possède d'énormes atouts pour attirer les sièges d'entreprises originaires des pays BRIC. La concurrence avec d'autres villes est cependant très forte. Il faut donc une promotion spécifique et une meilleure coordination entre les différentes initiatives régionales. Ces sièges ne viendront pas s'établir d'eux-mêmes dans la BMR. »

Johan F. Van den Driessche, Président KPMG EU Tax Centre

du monde entier pour développer davantage notre expertise dans des domaines comme le droit européen, la politique européenne, la défense et la sécurité internationale. Il transmettra aussi cette expertise au travers de conférences et de programmes de formation. Il proposera aussi bien des programmes de Master longs pour étudiants, que des modules de formation plus courts pour hommes d'affaires, hauts fonctionnaires et étudiants Erasmus. Le centre pourrait également devenir une école européenne pour les magistrats.

- **Centre de compétences en gestion interculturelle.**

Les entreprises contemporaines ont besoin de toujours plus de connaissances et de compréhension des autres cultures. L'environnement multiculturel de la BMR, avec ses professionnels du monde entier, est l'endroit idéal pour un tel centre de compétences.

- **Centre de compétences en interprétation et traduction.**

La présence massive de

traducteurs et d'interprètes, ainsi que l'expertise existante au sein des institutions européennes, fait de la BMR un leader mondial absolu sur le marché - en forte croissance - de la traduction. Le centre de compétences ne formera pas uniquement des professionnels, mais développera aussi des services et des technologies que nous pourrions également proposer aux entreprises.



- **Centre international de la presse et des médias.** Avec plus de 1500 journalistes étrangers, la BMR est l'un des principaux centres de presse au monde. Nous voulons continuer à développer l'infrastructure existante du Résidence Palace pour en faire un lieu de premier plan pour des conférences de presse et événements médiatiques internationaux.

3. Le cœur économique de l'Europe

La Business Route 2018 veut, en collaboration avec les autorités compétentes:

- **Promouvoir la BMR en tant que lieu d'établissement de sièges centraux pour l'Europe.** Nous visons en premier lieu les entreprises en provenance de marchés émergents comme le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, qui sont actuellement à la recherche d'une base opérationnelle pour leurs activités européennes.
- **Chercher et développer des lieux privilégiés dans cette optique.** Nous voulons accompagner activement les entreprises dans leur recherche d'un emplacement adéquat. Nous identifions les emplacements potentiels et veillons, là où c'est nécessaire, à leur développement.

Bruxelles, carrefour de cultures

◀ FER DE LANCE 2

Mettre en évidence les atouts de Bruxelles dans l'économie mondiale

La Business Route 2018 identifie un certain nombre de marchés mondiaux en expansion dans lesquels nous pouvons, avec nos compétences actuelles, arriver à une position de premier plan. Les activités à haute intensité de connaissances jouent ici un rôle crucial, tout comme les services liés à notre fonction de plaque tournante pour les marchés limitrophes.

Vision : d'ici 2018, la BMR doit devenir...

Aujourd'hui, la BMR compte bon nombre d'entreprises disposant d'une expertise de pointe dans des niches avec un potentiel de croissance international. Nous devons affirmer notre avance dans ces niches et la valoriser à l'international. Il s'agit principalement de niches à haute intensité de connaissances, comme les services financiers, l'ICT et les sciences de la vie.

De plus, la BMR offre une excellente base d'opérations pour le développement d'activités logistiques à haute valeur ajoutée.

Points d'action et projets de la Business Route

1. Finance. La BMR, centre financier européen

La BMR veut consolider et améliorer sa position de centre financier européen. Nous devons créer des opportunités sur base de nos points forts : l'expertise disponible et notre position de capitale européenne.

Le monde des affaires veut prendre les initiatives suivantes :

- **Créer une Finance Academy de haut niveau.** Ce centre d'expertise et de formation en matière de services financiers ne sera pas uniquement un pôle d'attraction pour les talents, mais fonctionnera également comme *think tank* pour détecter les opportunités et en tirer profit.
- Mettre à profit l'expertise relative aux transactions financières et à l'ICT dans le cadre de futures innovations technologiques et créer un **marché test mondial** pour de nouveaux produits et services.
- **Lancer la BMR comme centre des fonds de pension paneuropéens** pour les sociétés internationales qui veulent centraliser la gestion de leurs obligations de pension. La BMR dispose des compétences, de

l'approche client et du cadre légal pour réaliser ceci.

Nous attendons des autorités :

- Qu'elles défendent la candidature de la BMR en tant que siège de futures institutions financières européennes. Nous songeons notamment à des agences de *credit rating*, à une structure de concertation européenne pour les finances ou à un organisme de contrôle européen pour les institutions financières.
- Que les régions promeuvent également la BMR en tant que centre financier lors de leurs démarches pour attirer les investisseurs étrangers.

2. ICT. Répondre à la demande mondiale de systèmes efficaces

La Business Route 2018 veut renforcer la position prépondérante de la BMR dans les solutions ICT qui répondent à la demande globale en systèmes efficaces pour les opérations de paiement, la logistique et les soins de santé.

La Business Route 2018 veut créer des opportunités de croissance supplémentaires dans un certain nombre de niches ICT :

- **E-cards - Des cartes à puce multifonctionnelles et faciles à utiliser.**

Les consommateurs ont de plus en plus de cartes électroniques en poche,





YOUR PRINTING SOLUTION



Boulevard Industriel, 109 – 1070 Bruxelles – BELGIQUE
Tél : +32 (0)2 526 84 40 – Fax : +32 (0)2 524 43 45
E-mail : info@dbprint.be – www.dbprint.be

« Il est frappant que les trois régions comptent sur les mêmes secteurs pour promouvoir la recherche et le développement : l'ICT, la biotechnologie, les technologies vertes et la logistique. Pour les entreprises, peu importe dans quelle région elles sont actives. Elles travaillent sur le même marché et sur les mêmes technologies. Le succès de la R&D requiert également une masse critique et une collaboration, y compris dans le domaine des compétences difficiles à trouver. Aussi, cette collaboration représente la clé du succès futur. »

Luc Willame, Président de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (SDRB)

avec des fonctions toujours plus variées : paiements, identification, cartes de fidélité... Il existe une demande claire du marché afin de combiner ces fonctions sur une seule carte.

La large diffusion de cartes à puce dans notre pays et le savoir-faire d'entreprises comme Zetes et Proximus nous offrent un point d'ancrage pour jouer un rôle directeur dans ces développements. Avec l'introduction des cartes d'identité électroniques, les autorités font également figure de pionnier.

• **Secure Trade Lanes - Des systèmes de protection efficaces pour les flux de marchandises mondiaux**

Le commerce mondial connaît une croissance continue et les entreprises sont à la recherche de systèmes de sécurité efficaces pour leurs flux de marchandises. En tant que plaque tournante logistique, la BMR est idéalement placée pour élaborer de tels systèmes, les commercialiser et faire fonction de test case pour les *Secure Trade Lanes*.

La BMR possède les atouts nécessaires à cet effet. Bruxelles accueille l'International Container Security Organisation (ICSO), les entreprises de la BMR sont étroitement associées au projet Smart Container Management et la Belgique est en avance pour la numérisation des formalités

douanières. La BMR doit donc également prendre la tête dans le développement d'un *Global Customs Communication Network*. Grâce aux technologies de l'Internet, ce réseau relie les administrations douanières du monde entier pour un échange d'informations en temps réel.

• **E-health - Technologies avancées pour le secteur médical**

Le secteur médical investit énormément dans des systèmes d'enregistrement, de gestion et d'échange de don-

nées patients, de données de recherche et de photos. Le marché de l'e-health est encore modeste à l'heure actuelle, mais croît rapidement - d'environ 7 % par an selon les estimations.

La Belgique joue un rôle de pionnier dans ce domaine. La Banque-Carrefour de la Sécurité sociale est considérée comme unique au monde. De nombreuses entreprises développent en outre des technologies de pointe sur mesure pour le secteur médical. Cette expertise peut être valorisée à l'international.

3. Soins de santé. Internationalisation des produits et services médicaux

Le vieillissement croissant des pays occidentaux et la prospérité grandissante des pays BRIC à développement rapide créent partout une croissance de la demande en soins médicaux de qualité. La Business Route 2018 veut se baser sur l'expertise disponible dans la BMR afin d'offrir nos produits et services médicaux sur les marchés internationaux.

Dans ce but, la Business Route 2018 a défini les points d'action suivants :



- **Une campagne de promotion de grande envergure** pour attirer les patients étrangers, sans effet d'éviction des patients belges. Nous nous concentrons sur un certain nombre d'interventions chirurgicales spécifiques pour lesquelles nous disposons déjà des compétences et des capacités requises. La plate-forme Healthcare Belgium, créée par la FEB, pourrait jouer ici un rôle prépondérant.
- La construction d'**hôtels de soins dans les environs des hôpitaux de la BMR**, dans lesquels les patients étrangers peuvent séjourner avec leur famille après une opération. Ces hôtels de soins proposent également des traitements post-opératoires, comme des tests complémentaires, des dépistages, un suivi et de la rééducation. Ils pourraient également proposer un toit aux chercheurs et stagiaires étrangers présents dans nos hôpitaux.

- Combiner l'expertise des entreprises et des universités de la BMR avec le soutien conjoint des trois régions dans le cadre de leur politique d'innovation dans le domaine des **sciences de la vie**.

4. Logistique. Une plaque tournante moderne de la logistique

La BMR veut être une plaque tournante moderne de la logistique pour l'approvisionnement de la région, ainsi que des marchés voisins. Pour cela, elle investit dans des activités logistiques à haute valeur ajoutée, comme la finition de produits à la mesure du client.

La Business Route 2018 veut développer les initiatives suivantes :

- **Une plate-forme logistique urbaine**
L'infrastructure portuaire de Bruxelles, qui donne accès à une zone de deux millions d'habitants, est d'une grande



Les biotechnologies et la R&D sont des secteurs cruciaux pour Bruxelles métropole

importance pour l'approvisionnement et la distribution des marchandises au sein de la BMR. Afin de mettre sur pied une plate-forme logistique urbaine efficace, la communauté portuaire de Bruxelles veut, en collaboration avec

Entrepreneurs bruxellois...

Et si on commençait par vous simplifier la vie ?

L'Agence Bruxelloise pour l'Entreprise est l'interlocuteur public de référence pour les entrepreneurs et les starters en Région de Bruxelles-Capitale. Elle les informe et les guide dans leur projet économique ou innovant en les orientant vers les meilleurs partenaires ... **sans le moindre frais**.

PROJET D'ENTREPRISE – SUBSIDES ET AIDES PUBLIQUES – LÉGISLATION URBANISTIQUE ET ENVIRONNEMENTALE – PROGRAMMES ET SUBSIDES EUROPÉENS DE R&D – TECHNOLOGIE ET INNOVATION – INFORMATIONS STRATÉGIQUES – PARTENARIATS TRANSNATIONAUX

www.abe.irisnet.be +32 2 422 00 20



AGENCE BRUXELLOISE
POUR L'ENTREPRISE

Une initiative de la Région de Bruxelles-Capitale



ses partenaires du port d'Anvers, réaliser une intégration optimale entre les deux ports. Un transport intermodal et un accroissement de l'espace de transbordement seront également importants. La proximité de Brussels Airport garantit à la BMR un désenclavement logistique de classe mondiale.

• **Un centre pour les « airport logistics »**

Le centre logistique de Brussels Airport doit devenir le plus efficace d'Europe. Pour cela, un plan d'action soutenu est nécessaire, ainsi qu'une concertation poussée entre toutes les entreprises liées à l'aéroport. Ceci afin de fournir un interlocuteur unique et une vision commune aux autorités. À cet égard, l'initiative SCALE doit être renforcée et développée. Brucargo, à Brussels Airport, est un laboratoire idéal pour introduire des innovations dans la chaîne logistique : il peut compter sur une masse critique suffisante, sur des dizaines d'entreprises logistiques internationales et sur la proximité d'innombrables établissements scientifiques à Bruxelles et en Flandre. Les entreprises ont déjà pris l'initiative dans ce domaine par le biais de Flanders Smart Hub (FLASH).

• **Agence pour les importations**

Pour nos entreprises et notre économie, les importations sont tout aussi

importantes que les exportations. Elles facilitent et améliorent les projets de développement des entreprises locales. Ceci exige non seulement une connaissance des importateurs et des transporteurs potentiels, mais aussi de la législation, des règlements financiers et des formalités à suivre. Une agence pour les importations dans la BMR est un atout complémentaire dans notre fonction de plaque tournante de la logistique.

Des autorités, nous attendons :

- Qu'elles offrent des possibilités pour garantir la position de Brus-

sels Airport en tant qu'aéroport international. Cela peut se faire notamment en améliorant son désenclavement et en prévoyant les capacités nécessaires pour permettre à Brussels Airport de demeurer compétitif par rapport aux aéroports des pays voisins. Ceci requiert un cadre juridique pour l'exploitation de l'aéroport.

- Qu'elles prévoient suffisamment de terrains industriels pour une logistique de destination de qualité supérieure.

« Le transport de personnes et de marchandises représente à la fois le plus grand défi et la meilleure opportunité pour le développement futur de la BMR. S'attaquer aux embouteillages et diminuer l'impact environnemental exigent une concertation continue et des efforts de tous les acteurs. Dans le même temps, le secteur logistique crée énormément d'emplois dans la BMR pour les moins scolarisés, et nous enregistrons des progrès technologiques considérables. »

Jean-Claude Delen, CEO DHL Global Forwarding



check our request for proposal

The Brussels Convention Bureau
www.brusselsinternational.be

◀ FER DE LANCE 3

Promouvoir Bruxelles comme ville bouillonnante

Afin de consolider notre progression dans les domaines à haute intensité de connaissances, nous devons attirer continuellement les talents locaux et internationaux. Stimuler le développement de l'horeca, du tourisme, du shopping, des loisirs et des soins de santé de la BMR permet non seulement d'attirer ces talents mais aussi les touristes et voyageurs d'affaires du monde entier.

Vision : d'ici 2018, la BMR doit devenir...

- Une ville où il fait bon vivre et travailler.
- L'une des villes les plus branchées d'Europe, avec une offre variée et innovante d'événements culturels, de distractions, de shopping et de services.
- Une destination européenne populaire pour les city trips. Le taux moyen d'occupation des hôtels pendant le week-end doit passer de 50 % en 2007 à 80 % en 2018.
- La principale destination européenne pour les congrès et la troisième pour les voyages d'affaires, après Londres et Paris.
- Un pôle d'attraction des talents internationaux hautement qualifiés. Aujourd'hui, la BMR compte environ 160 000 expatriés. Ce nombre doit augmenter significativement d'ici 2018.

Points d'action et projets de la Business Route

1. De meilleurs services pour tous

La Business Route 2018 veut lancer plusieurs initiatives qui feront de la BMR une région urbaine bouillonnante pour les professionnels du monde entier. Ces initiatives profiteront à la fois aux habitants, aux touristes et aux voyageurs d'affaires. La Business Route 2018 veut lancer les initiatives suivantes :

- **Élargissement des services médicaux et à domicile.** Les professionnels actifs ont besoin de bon nombre de services, de l'aide ménagère aux soins médicaux. La demande en soins médicaux, surtout, croît fortement. Nous voulons y répondre en collaboration avec les dispensateurs de soins en développant une offre de dépistages médicaux, de bilans de santé et de soins sur

© BITC Olivier van de Kerchove



◀ Une ville bouillonnante et riche culturellement

mesure pour les expatriés et les professionnels locaux.

- **Des points d'accès à l'Internet sans fil dans toute la BMR.** Les professionnels modernes exigent un accès rapide à leur bureau mobile, à tout moment et où qu'ils se trouvent. L'Internet sans fil est dès lors indispensable dans un environnement d'affaires. C'est pourquoi nous voulons investir dans des points d'accès rentables et faciles à utiliser dans l'ensemble de la région.
- **Shopping innovant.** Il existe une tendance mondiale pour des infrastructures de shopping innovantes alliant points de vente de marques fortes, commerce et loisirs. Dans le cadre de la Business Route 2018, nous voulons rechercher – en collaboration avec les autorités concernées – des emplacements idéaux pour de tels projets. Les autorités peuvent également contribuer en assouplissant les horaires d'ouverture des magasins.
- **Tout pour une vie saine.** Les consommateurs modernes accordent toujours plus d'importance à la santé et au bien-être. Outre les nombreux centres de fitness et de bien-être, il existe un potentiel suffisant pour développer une cité de la santé. Au sein de celle-ci, les clients peuvent trouver dans un seul complexe un large éventail de produits et de services liés à la

Il existe une tendance mondiale pour des infrastructures de shopping innovantes alliant points de vente de marques forte, commerce et loisirs



© BITC – Olivier van de Kerchove

Des infrastructures de tourisme pour rivaliser avec Londres ou Paris

santé : fitness, salons de beauté, pharmacies, produits bio...

seignerait les nouveaux venus sur le rôle des différents services publics.

La Business Route demande aux autorités de :

- Rendre fiscalement intéressants les services à domicile, comme les aides ménagères pour les professionnels actifs. Ces services permettent aux expatriés et aux habitants de combiner plus facilement travail et vie privée.
- Développer un colis de bienvenue pour les professionnels qui viennent s'établir dans la région. Ce colis offrirait des informations pratiques sur la vie et le travail dans la BMR. Il ren-
- Rendre disponibles en anglais les informations des divers services publics de la BMR à l'attention des entreprises et des professionnels étrangers, tant en ligne que lors des échanges face-à-face.
- Faciliter l'obtention d'un visa au moyen d'un guichet unique.
- Prévoir des comptoirs d'accueil à l'aéroport de Zaventem et aux gares TGV. Mettre sur pied un centre pour les voyages internationaux capable de fournir les informations nécessaires aux voyageurs d'affaires.

2. Rationaliser les communications avec les investisseurs

La Business Route 2018 prévoit la création de :

- **Board of Foreign Investors.** Le Board of Foreign Investors doit devenir la plate-forme des investisseurs étrangers pour toutes leurs communications avec les autorités. La plate-forme constitue un réseau informel avec les réseaux existants que sont les chambres de commerce internationales (comme l'Am-cham), le Forum 187 et les organisations d'employeurs. L'objectif est de rationaliser les communications avec les autorités et d'accroître l'impact des investisseurs étrangers dans la BMR.

- **Account Management Foreign Investors.** Les différentes autorités doivent mieux aligner leurs actions destinées à accompagner les investisseurs étrangers lors de leur implantation et leur expansion, et développer davantage d'activités collectives. Ainsi, nous arriverons à une politique cohérente et à une

plus grande chance de réussite des initiatives.

3. Un partenariat poussé entre secteurs public et privé pour le City Marketing

Des investissements dans le *City Marketing* doivent rendre les touristes et voyageurs d'affaires étrangers plus

« Bruxelles a tout pour devenir le lieu de rencontre multiculturel, artistique et gastronomique par excellence. Elle est l'une des villes de rencontre les plus appréciées au monde. La ville peut en outre se prévaloir d'une riche tradition d'architectes, peintres, dessinateurs et musiciens. Dans son marketing international, elle manque cependant encore de structure, de méthode et d'un supplément d'âme pour se profiler en tant que ville véritablement bouillonnante. »

Baudouin Gillis, Vice-Président de Carlson Wagonlit Travel Belgium

confiants dans la BMR. Une concertation poussée entre les différentes autorités est nécessaire pour mieux ajuster nos efforts et susciter l'image d'une offre globale de la région. La création d'un PPP, avec une contribution égale des secteurs public et privé, est donc indiquée.

Faire fleurir les belles initiatives pour la capitale de l'Europe



© Joanna Barzuk

◀ DES FONDATIONS SOLIDES

Vers un climat positif pour un développement économique durable

La Business Route 2018 vise résolument le long terme. Nous voulons, aujourd'hui, jeter les fondations du développement économique de demain.

Vision : d'ici 2018, la BMR doit devenir...

- **La Business Route 2018 vise résolument le long terme.** Nous voulons, aujourd'hui, jeter les fondations du développement économique de demain. Chercher de nouvelles opportunités commerciales est une chose, mais nous devons

également créer le climat adéquat à leur développement.

- **Un enseignement de qualité et un marché du travail flexible** doivent fournir les talents nécessaires pour notre économie de services et de la connaissance. Nous devons également garantir la mobilité et la viabilité futures de la région si

nous voulons qu'elle reste attractive pour ceux qui y vivent et y travaillent.

- **Une pression fiscale compétitive doit lever les écueils pour les entreprises** qui veulent investir dans la région. Il faut en outre une politique socio-économique cohérente, avec une concertation suffisante entre les différentes régions.

Nous appelons aussi bien les autorités que les entreprises à prendre leurs responsabilités.

Points d'action et projets de la Business Route

1. Développer des talents pour l'économie des services et de la connaissance

La formation continue est l'une des conditions clé pour que la BMR puisse fonctionner dans l'économie mondiale de la connaissance. Les établissements privés pour la formation postsecondaire, qui disposent d'une offre de formations et de compétences adéquates, doivent pouvoir opérer sur un marché ouvert. Et ce, aux mêmes conditions que les offres de formations publiques.

La Business Route 2018 veut, en collaboration avec les autorités :



La pression fiscale doit baisser

- **Créer une vision du développement des connaissances et des compétences spécifiques** dont nous avons besoin dans une économie basée sur les services et les activités à haute intensité de connaissances.

- Améliorer les compétences en communication et les connaissances linguistiques des talents locaux. Ces derniers sont essentiels pour le développement des services locaux comme l'horeca, le tourisme et les loisirs.

- **Élargir les programmes de formations postsecondaires** pour les personnes hautement qualifiées, en regroupant notamment l'expertise dont nous disposons dans des centres de compétence.

2. Mobilité – Dépasser les frontières des régions

La Business Route 2018 comporte les plans concrets suivants :

- **Une tour de contrôle du trafic intégré.** Ce centre suit toute la logistique et le transport dans la BMR et améliore l'efficacité du flux de marchandises. Les embouteillages sont rapidement détectés et résolus.
- **Un approvisionnement flexible de la ville.** Le centre urbain est approvisionné en dehors des heures

de pointe à partir de centres de distribution spécifiques situés en bordure de la ville.

La Business Route 2018 attend des autorités :

- **Un plan de mobilité interrégional pour la BMR.** Le plan doit aborder aussi bien l'accès à la région que la mobilité au sein de la région, et comporter des mesures pour limiter au maximum l'impact environnemental. La multimodalité et une utilisation optimale de l'infrastructure existante sont primordiales.
- **Un Master Plan interrégional pour l'aménagement du territoire dans la BMR.** Les autorités doivent développer une vision à long terme de l'aménagement du territoire de la BMR. Et ce, afin que les entreprises comme les personnes disposent de l'espace nécessaire à leur développement. Les plans d'aménagement du territoire des trois régions doivent être harmonisés.

3. Fiscalité et marché du travail - Des réformes en profondeur s'imposent

La Business Route 2018 plaide auprès des autorités pour :

- **Une pression fiscale qui accroît la compétitivité de la BMR.** La BMR connaît à l'heure actuelle la pression fiscale la plus élevée d'Europe. L'attrait des talents internationaux dont nous avons besoin pour le développement de notre économie de la connaissance s'en trouve handicapé. Nous plaçons également pour des régimes fiscaux favorables aux activités à haute intensité de connaissances.
- **Une réforme radicale du marché du travail.** Pour créer des emplois dans les services locaux comme l'horeca, le tourisme et les loisirs, il faut davantage de flexibilité sur le marché du travail. Au travers d'une politique d'activation efficace et de formations spécifiques, nous pouvons réduire le chômage des personnes peu qualifiées.

4. Organisation administrative - Vers davantage de collaboration interrégionale dans le domaine économique

La Business Route 2018 veut que le gouvernement s'attèle à prévoir :

- **Un point de contact central pour les investisseurs.** Les entreprises qui veulent investir dans la BMR se perdent souvent dans un éche-

VOUS RECHERCHER
DE L'ESPACE POUR VOTRE ENTREPRISE À BRUXELLES?

inventimmo.be

>> Trouvez-le sur www.inventimmo.be

info@inventimmo.be - Tél: +32 2 422 52 02

La SDRB, votre partenaire
pour une installation réussie à Bruxelles

veau de compétences et de législations. Un point de contact central atténue les difficultés pour les nouveaux investisseurs et facilite la communication.

- **Une plate-forme économique interrégionale.** Au sein de la plate-forme, les diverses autorités concernées peuvent se concerter à propos de thèmes économiques relatifs à la région, et aligner leurs politiques.
- **Simplification administrative.** Des marges d'amélioration existent également dans le domaine administratif - des horaires d'ouverture des services publics aux demandes de permis. Le processus décisionnel trop complexe doit être rendu plus transparent en améliorant le flux d'informations et la réparti-

tion des tâches entre les différentes autorités. Ainsi, la répartition des tâches entre les communes

et le niveau régional au sein de la Région de Bruxelles-Capitale doit être revue dans l'optique d'une organisation administrative plus efficace.

« Les activités de Bruxelles en tant que centre européen augmenteront à l'avenir, grâce notamment à l'importance croissante de la réglementation européenne, à la poursuite de l'intégration européenne, et à la présence des nombreux diplomates, journalistes et représentants des 27 États membres. Il s'agit d'un atout important pour la BMR, à condition que nous nous préparions à répondre à cette évolution et que nous prenions conscience que nous devons raisonner à l'échelle européenne. »

Philippe de Buck van Overstraeten, BUSINESSEUROPE

© David Damjanovic



5. Qualité de vie pour tous

La Business Route 2018 comporte des plans détaillés pour :

- **Des projets de construction combinant habitat, soins et services.** Avec le vieillissement en point de mire, nous voulons développer de nouveaux projets de construction innovants, combinant habitat et soins. Les professionnels aussi cherchent des espaces habitables à proximité des services aux personnes.
- **Une consommation énergétique plus durable dans la BMR.** Une approche coordonnée entre les trois régions doit faire de la BMR un exemple dans le domaine de la consommation d'énergie durable. L'utilisation de technologies vertes et une meilleure efficacité énergétique des habitations et des bureaux sont essentielles. ●

Des infrastructures de commerce et de services pour favoriser les investissements

Formations

Organisation

- **Gérez votre temps : il vaut de l'or !**
Formateur : Luc TOUBEAU
Le 25 novembre 2008, de 9h à 17h

Management

- **NEW : Réussissez vos présentations en public**
Formateur : Fabian Delahaut
Les 3 et 10 décembre 2008 de 9h à 17h30

Stratégie

- **Fixez vos prix ! Osez les adapter à la hausse !**
Formateur : Frédéric Parissier
Le 27 novembre 2008 de 9h à 17h30

Commercial

- **NEW : 10 actions concrètes pour fidéliser vos clients**
Formateur : Frédéric Parissier
Le 28 novembre 2008 de 9h à 17h30
- **Tirez parti de votre réseau de contacts ou le networking**
Formateur : Jasmine Vlietinck
Le 4 décembre 2008 de 9h à 17h30

Infos
Brigitte van der Mensbrugghe
T 02 643 78 30
bvdm@beci.be

Séminaires

Législation sociale

- **Réussir une restructuration**
Orateurs : Pascale BASTIN, Michaël DE LEERSNYDER, Stanislas van WASSENHOVE et Baudouin VELGE
Le lundi 24 novembre 2008 de 14h à 17h
- **L'audit social ou l'identification des risques sociaux de l'entreprise**
Orateurs : Frédéric ROBERT et Benoît MARECHAL
Le lundi 1er décembre 2008 de 14h à 17h
- **Conflit au travail et accord amiable : une bonne transaction vaut-elle mieux qu'un mauvais procès ?**
Orateur : Thierry STIEVENARD
Le lundi 8 décembre 2008 de 14h à 17h

- **Dépressivité, dépression et monde du travail**
Orateurs : Dr Patrick MESTERS et Muriel VANDERVEKEN
Le jeudi 29 janvier 2009 de 14h à 16h30

Infos
Frédéric Simon
T 02 643 78 17
fs@beci.be

Mercredis juridiques : nous répondons à vos questions juridiques tous les premiers mercredis du mois en dehors des heures de bureau à partir de 17h30

Infos
Eric Brabant
T 02 643 78 18
eb@beci.be

Séances d'info de Beci Starters

Mercredis 3/12, 10/12, 31/12, de 10 à 11h30
Mercredi 26/11, 17/12, 24/12, de 14 à 15h30

Infos
Mirella Zaccagnini
T 02 643 78 46
mz@beci.be

Activités du département international

- **Midis de l'export :**
Ukraine 21 octobre
Russie 9 décembre
- **Missions**
Chine (Shanghai - Shenzhen) 7-14 décembre
France (Strasbourg-Colmar) 27-28 novembre
Maroc 24-28 Novembre
Ukraine 15-16 décembre
3-5 décembre
- **Export Day**
Bruxelles 2 décembre
- **Délégations étrangères**
Pologne (Mazovie) 20 novembre
- **Club d'affaires Bruxelles-Hongrie**
2 décembre

Contact et marque d'intérêt pour participer à ces activités :
Annick Van de Sande
T 02 210 01 71
export@beci.be

Affaires européennes

- **Comment trouver des financements européens ?**
2 Journées de formation
Vendredis 5 et 12 décembre 2008, de 9h30 à 17h30.

Inscription obligatoire
auprès de Stéphanie Bocca
T 02 643 78 38
sbo@beci.be

Job Days

- **Vendredi 12/12/08 Brussels Job Day « IT, ingénieurs et techniciens », au Diamant Center, en partenariat avec AGORIA**

Notre Who's who vient de paraître !
N'hésitez pas à nous le commander au prix de 20 € TVAC auprès de Didier Amandt
T 02 643 78 34
ou da@beci.be



Events

10 / 12 / 2008 • **STARTERS NIGHT**
10 / 12 / 2008 • **ZINNER**
11 / 12 / 2008 • **SOIRÉE INFO**

Infos :
www.beci.be/events
events@beci.be

Agneessens & Fils (Les Entreprises) SA, Chaussée de Louvain 289 - 1410 Waterloo CODE NACE : 43341 - Peinture de bâtiments Del. : Agneessens Eric

Alliance de Professions immobilières de Belgique ASBL, Rue Henri Werrie 70 - 1090 Bruxelles Del. : Sleuwaegen Théo

Apam ASBL, Chaussée de Drogenbos 130 - 1180 Bruxelles CODE NACE : 88995 - Activités des entreprises de travail adapté Del. : Schoutens André

Artwork ASBL, Rue du Houblon 71 - 1000 Bruxelles CODE NACE : 94999 - Autres associations n.c.a. Del. : Embrechts Wim

Barrois Véronique NP, De Bergenstraat 40 - 1700 Dilbeek Del. : Barrois Véronique

Bernard Best Services SPRL, Chaussée de Mons 134 - 1070 Bruxelles CODE NACE : 43130 - Forages d'essai et sondages 4332011 - le montage de menuiseries extérieures et intérieurs métallique : portes, fenêtres 4332014 - le montage de portes blindées et portes coupe-feux, métallique Del. : Raveschot Bernard

Chambre Française de Commerce et d'Industrie de Belgique SCRLF, Avenue des Arts 8 - 1210 Bruxelles CODE NACE : 68201 - Location et exploitation de biens immobiliers résidentiels propres ou loués, sauf logements sociaux 6920101 - les activités des membres et des stagiaires de l'Institut des Experts-Comptable 94110 - Activités des organisations patronales et économiques Del. : Boudet Lucas

CM-CIC Bail Belgium SA, Rue De Crayer 14 - 1000 Bruxelles CODE NACE : 77110 - Location et location-bail d'automobiles et d'autres véhicules automobiles légers (< 3,5 tonnes) 77310 - Location et location-bail de machines et d'équipements agricoles Del. : Hoffmann Olivier

Dewuffel Dessart Stephanie PPE, Rue du Postillon 18 - 1180 Bruxelles CODE NACE : 62020 - Conseil informatique 70220 - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion 78100 - Activités des agences de placement de main-d'oeuvre Del. : Dewuffel Dessart Stéphanie

EPG Euroguards SPRLU, Rue des Trois Arbres 16B - 1180 Bruxelles Del. : Bisci Luc

Febtrap - Ferme Nos Piliers ASBL, Trassersweg 347 - 1120 Bruxelles CODE NACE : 88995 - Activités des entreprises de travail adapté Del. : Ceysens Benoit

Finance Consulting Services SARL, Rue de la République 24 - 97100 Basse-Terre - Guadeloupe Del. : Calmet Cedrick

Fonsny Fiduciaire SPRL, Rue Renkin 79 - 1030 Bruxelles CODE NACE : 69201 - Activités des experts-comptables et des conseils fiscaux Del. : Fonsny Robert

Genesis Consult SPRL, Boulevard du Souverain 207 - 1160 Bruxelles CODE NACE : 5221004 - Exploitation de centrales d'appel pour taxis 73200 - Études de marché et sondages d'opinion Del. : Varin Philippe

Hadjadj Saly PPE, Rue de la Brasserie 61 - 1050 Bruxelles Del. : Hadjadj Saly

Hestia SCS, Avenue de Tervueren 320 - 1150 Bruxelles CODE NACE : 70210 - Conseil en relations publiques et en communication 70220 - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion 73200 - Études de marché et sondages d'opinion 74300 - Traduction et interprétation 90011 - Réalisation de spectacles par des artistes indépendants Del. : Minner Nathalie

I.M.C. Industrial marketing Corporation SA, Avenue d'Italie 43 - 1050 Bruxelles CODE NACE : 46900 - Commerce de gros non spécialisé Del. : Ackerman Jean-Claude

K Comme Communication SPRL, Chaussée de Louvain 30 - 1210 Bruxelles CODE NACE : 73110 - Activités des agences de publicité Del. : Melis Philippe

Logex Services SCRL, Avenue Marius Renard 27A - 1070 Bruxelles Del. : Stapelle Guy

Meta Europe Consulting SPRL, Avenue G. Van Leeuw 7 - 1140 Bruxelles CODE NACE : 70220 - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion 74300 - Traduction et interprétation 82300 - Organisation de salons professionnels et de congrès Del. : Trousson Philippe

Microbizz SPRL, Rue des Trois Arbres 16 B - 1180 Bruxelles CODE NACE : 47410 - Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé 62010 - Programmation informatique 63110 - Traitement de données, hébergement et activités connexes 73120 - Régie publicitaire de médias Del. : Robert Anthony

Modern Displays SPRL, Quai Fernand Demets 28 - 1070 Bruxelles CODE NACE : 73110 - Activités des agences de publicité Del. : De Bluts Erick

O'Dance Events SPRL, Rue des Ateliers 7-9 - 1080 Bruxelles CODE NACE : 85520 - Enseignement culturel Del. : Olembo Kitoko Mike

Prezzo Shed Investment Limited SPRL, Rue de la Presse 4 - 1000 Bruxelles Del. : Becker Eunice

Réginald Hanssens & Cie SPRL, Chaussée de

Louvain 289 - 1410 Waterloo CODE NACE : 43332 - Pose de revêtements en bois de sols et de murs Del. : Agneessens Eric

Scania Finance Belgium SA, Boulevard Antoon Van Oss 1 - 1120 Bruxelles CODE NACE : 77110 - Location et location-bail d'automobiles et d'autres véhicules automobiles légers (< 3,5 tonnes) 77399 - Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels Del. : Peeters Norbert

The Best For You SPRL, Drève Richelle 7 - 1410 Waterloo CODE NACE : 68201 - Location et exploitation de biens immobiliers résidentiels propres ou loués, sauf logements sociaux Del. : Coessens Philippe

TKL SPRL, Chaussée de Mons 1103 - 1070 Bruxelles CODE NACE : 68100 - Activités des marchands de biens immobiliers 81220 - Autres activités de nettoyage des bâtiments ; nettoyage industriel Del. : Devigne Pascale

Ubema - Union Belge du Marché de l'Art ASBL, Avenue Louise 230 - 1050 Bruxelles Del. : Godts Henri

Uhoda SA, Rue Léon Fredericq 14 - 4020 Liège CODE NACE : 45201 - Entretien et réparation général d'automobiles et d'autres véhicules automobiles légers (= 3,5 tonnes) Del. : Uhoda Stephan

Verhulst NV, Jan Lintstraat 10 - 1560 Hoeilaart CODE NACE : 7311001 - Conception et réalisation de campagnes publicitaires pour des tiers, en utilisant tous les médias Del. : Verhulst Thierry

* Ceux de nos membres qui auraient des doutes quant à la parfaite honorabilité des candidats présentés sont instamment priés de nous en avertir d'urgence, en nous communiquant tous renseignements susceptibles de nous éclairer. La présente liste a simplement pour but de signaler à nos adhérents les candidatures des nouveaux membres. Elle ne préjuge en rien quant à l'admission, celle-ci n'étant acquise qu'après approbation par le Conseil d'Administration de Beci. Les candidats seront avisés individuellement de l'admission.

Offres et demandes

Vous avez quelque chose à vendre ? Vous recherchez un nouveau collaborateur ? Vous souhaitez entrer en contact avec de nouveaux partenaires ? Cette rubrique est pour vous ...

Pour le prix de 5 € (HTVA) / la ligne, vous avez la possibilité d'insérer votre annonce. En outre, une réduction de 10% sera accordée aux membres de Beci. Intéressé ?

Contactez pour tout renseignement Didier Amandt : tél. 02-643 78 34 – da@beci.be

Groupe DAICI SAS

Spécialiste dans la vente de fonds de commerce et d'entreprises depuis 35 ans recherche

NEGOCIATEUR H/F

en BELGIQUE

Pas de porte à porte. **Important :** consultez notre site Internet :

www.pic-inter.com

Bienvenue - Envoyez votre CV par fax au : 00 33 1 47 20 60 65 ou par email :

pic-infos@pic-inter.com

Dès réception de votre CV, un RV vous sera proposé.

Index

Vous trouverez ci-après la liste des annonceurs que nous tenons à remercier pour leur soutien :

- ACTIRIS
- AGENCE BRUXELLOISE POUR L'ENTREPRISE
- ALPHACARD
- AXA
- BITC
- BLS
- CBC BANQUE
- DB PRINT
- D'IETEREN AUDI
- D'IETEREN CVI
- FOST PLUS
- GLOBAL
- GOOGLE
- ING
- KBC
- MENSURA
- MINISTÈRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE – ADMINISTRATION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI
- PARC DES EXPOSITIONS DE BRUXELLES
- PARTENA
- REGUS
- SAMSUNG
- SDRB
- SWISS POST

**Trouver la bonne personne
pour le bon poste,
c'est souvent engager l'avenir
de votre entreprise !**

Vous recrutez ?

Nos services ciblés pour les PME
vont vous faciliter la vie active !

Vous souhaitez un entretien ?

Contactez-nous
via notre «ligne Employeurs»
au 02.505 79 15
ou via employeurs@actiris.be

**Avec ACTIRIS,
recruter devient facile !**

En tant qu'Office Régional Bruxellois de l'Emploi,
nous vous proposons gratuitement
nos services personnalisés.

www.actiris.be

ACTIRIS respecte et s'engage à promouvoir la diversité et l'égalité des chances pour tous :-)



Et si nous faisons un parcours sans faute ?

Profitez de l'appui de nos centres de compétence et de ceux de notre groupe, aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, dans les domaines suivants :

- | | |
|--|---|
| 1. Crédit d'investissement | 10. Fusion-acquisition |
| 2. Aides publiques à l'investissement | 11. Structurations patrimoniales et successorales |
| 3. Crédit de fonds de roulement | 12. Fonds de pension et assurances groupe |
| 4. Acquisition finance et private equity | 13. Gestion d'actifs |
| 5. Commerce international | 14. Banque électronique |
| 6. Crédit documentaire | 15. Leasing |
| 7. Cash Management International | 16. Factoring |
| 8. Elaboration de produits structurés | 17. Private Banking |
| 9. Produits de couverture de change et de taux | 18. Assurances |



Hole in one

0800 920 20 • www.cbc.be/entreprendre